

7

INTERFACE ENVIRONNEMENT-SOCIAL *

Thèmes principaux

- Contexte social
- Sensibilisation et éducation à l'environnement
- Démocratie environnementale
- Environnement et santé

* Ce chapitre fait le bilan des progrès réalisés depuis le précédent Examen des performances environnementales publié par l'OCDE en 1998. Il examine aussi les progrès accomplis au regard des objectifs de la Stratégie de l'environnement de l'OCDE de 2001.

Recommandations

Les recommandations suivantes font partie des conclusions et recommandations générales de l'Examen environnemental de l'Australie :

- harmoniser la collecte et la notification des principales *statistiques et informations environnementales* au niveau des États et Territoires, pour faciliter leur agrégation et la production de rapports nationaux ;
- améliorer l'intégration, dans les programmes de gestion des ressources naturelles, des objectifs définis « à l'échelle de l'ensemble de l'administration » concernant les *populations autochtones* ;
- surveiller les *effets sur la répartition des approches par le marché* pour la gestion de l'environnement, et prendre des mesures pour assurer l'équité (zones rurales/urbaines, minorités ethniques, populations défavorisées sur le plan socio-économique, etc.) ;
- continuer d'employer des *mécanismes de consultation du public* afin que les avis des collectivités et des intéressés soient pris en compte dans l'aménagement de l'espace, par des informations claires sur le calendrier et la portée des consultations et sur les possibilités de recours à tous les stades jusqu'à la décision finale ;
- veiller à ce que les programmes *d'enseignement professionnel et de formation continue* comportent des modules sur la réduction au minimum des éventuelles incidences environnementales des activités des entreprises ;
- continuer d'accorder la priorité au développement du *secteur des services environnementaux* et d'intégrer des objectifs environnementaux dans les politiques relatives aux marchés publics et aux activités des administrations.

Conclusions

Plusieurs évolutions positives sont à signaler à l'interface social-environnement. La plupart des habitants bénéficient d'une *espérance de vie élevée* et de bonnes conditions de vie, grâce notamment à la salubrité de l'environnement. La participation de la collectivité à la gestion des ressources naturelles se maintient à un niveau très satisfaisant, et a même été renforcée récemment à la faveur de la mise en place d'autorités de gestion des bassins. *L'éducation environnementale* est devenue une partie intégrante des programmes scolaires. L'accès du public à l'information environnementale a été amélioré, avec notamment de meilleurs *rapports sur l'état de l'environnement*, l'établissement d'un Inventaire national des polluants et la création de nombreux portails d'information sur l'environnement. La sensibilisation de la population aux problèmes d'environnement a progressé grâce aux *campagnes*

pédagogiques menées par les États et les collectivités locales, et à la communication systématique d'informations environnementales aux consommateurs (par exemple, sur les factures d'eau et par le biais de l'étiquetage écologique des biens de consommation). Les entreprises multinationales et du secteur primaire sont de plus en plus nombreuses à s'engager dans l'établissement de rapports sur le développement durable, même si les entreprises australiennes restent de ce point de vue à la traîne de celles de beaucoup d'autres pays de l'OCDE.

De nouveaux progrès sont nécessaires dans un certain nombre de domaines. L'agrégation de l'*information environnementale* recueillie aux différents échelons administratifs (collectivités locales, États/Territoires, Fédération) est entravée par des incohérences dans la collecte des données, l'absence d'indicateurs types et le manque de coordination. Les données économiques sur la gestion de l'environnement sont fragmentaires (par exemple, dépenses d'environnement, emplois et taxes liés à l'environnement, prix de l'eau). L'espérance de vie des *populations autochtones* reste très inférieure à la moyenne nationale, ce qui est en partie lié à la fourniture, à ces populations, de services environnementaux inférieurs à la moyenne. Les objectifs de gestion de l'environnement et des ressources naturelles pourraient être nettement mieux intégrés dans l'approche « à l'échelle de l'ensemble de l'administration » qui est appliquée afin d'améliorer la qualité de vie de ces populations. Les pressions exercées sur l'environnement par l'*aménagement foncier* continuent de s'amplifier avec l'étalement des villes, et l'étude des décisions de zonage et d'aménagement au niveau local ne garantit pas une prise en compte adéquate des valeurs sociales et environnementales à long terme. Les programmes de *formation professionnelle* n'accordent pas l'attention voulue à l'acquisition des nécessaires compétences en matière de gestion de l'environnement.



1. Cadre de gestion et objectifs d'action

1.1 Cadre pour le développement durable

La *Stratégie nationale pour un développement écologiquement viable* de 1992 a pour objectif de gérer la base de ressources naturelles de façon à maintenir les services essentiels rendus par les écosystèmes, tout en veillant à l'amélioration générale de la qualité de vie. La loi de 1999 sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité (loi EPBC) réaffirme l'engagement de l'Australie en faveur de l'intégration des considérations économiques, environnementales, sociales et d'équité dans les processus décisionnels, et appelle toutes les parties intéressées

(pouvoirs publics, représentants des communautés, propriétaires fonciers et peuples autochtones, par exemple) à coopérer pour assurer le respect de cet engagement. Pendant la période étudiée, plusieurs déclarations d'orientation et documents publiés ont énoncé les objectifs visés en matière d'éducation à l'environnement (EA, 2000; Tilbury *et al.*, 2005a), de salubrité de l'environnement (DHAC, 1999; EHC, 2002) et de « triple bilan » (triple bottom line) (CAER *et al.*, 2005; EA, 2003).

Une évaluation *des progrès accomplis dans la mise en œuvre d'un développement écologiquement viable*, effectuée en 1999 par la Commission de la productivité, indique que la plupart des administrations fédérales ont pris des mesures pour intégrer les principes de développement écologiquement viable dans les processus décisionnels, mais conclut que des progrès doivent encore être faits pour traduire ces engagements dans les faits et suivre les progrès accomplis à l'aide d'indicateurs quantitatifs (Productivity Commission, 1999). Bien que la planification et la mise en œuvre du développement durable au plan national relèvent de plusieurs institutions, la Commission de l'environnement durable du Cabinet ministériel est présidée par le Premier ministre. Le Conseil de la protection de l'environnement et du patrimoine joue également un rôle de supervision (chapitre 5). Dans le système australien, la gestion des questions environnementales et sociales, y compris de santé publique et d'éducation, *incombe principalement aux États et aux Territoires* (chapitre 5).

1.2 *Recommandations de l'Examen environnemental de l'OCDE de 1998*

L'*Examen des performances environnementales publié par l'OCDE en 1998* énonçait les recommandations suivantes concernant l'interface environnement-social :

- poursuivre et renforcer les efforts pour appliquer les principes d'information et de participation du public, notamment l'accès aux informations environnementales, les réactions en temps opportun et l'accès aux tribunaux ;
- accroître, par des incitations appropriées, la participation de la population aux programmes de protection des terres et s'assurer que ces programmes débouchent sur des solutions effectives aux problèmes de développement durable de cette ressource ;
- développer davantage des programmes et mécanismes de préservation biologique pour les 14 % de terres australiennes possédées et gérées par les populations indigènes, en coopération étroite avec elles.

2. Démocratie environnementale

2.1 Accès aux informations officielles

Au niveau fédéral, la *loi sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité* de 1999 rend obligatoire la diffusion de rapports publics sur l'environnement ou d'études d'impact sur l'environnement (EIE) pour tous les grands projets. Ces rapports sont régulièrement communiqués au public, pour commentaires, sur un site Internet qui facilite le dialogue en confrontant les points de vue sur de très nombreuses questions d'environnement (DEH, 2006a). Aux termes de la loi EPBC de 1999 (section 516A), les rapports annuels des ministères fédéraux, des Départements parlementaires, des autres administrations gouvernementales et des entreprises doivent comprendre des informations sur les questions environnementales, notamment une évaluation de la conformité des activités de ces organismes aux principes de développement écologiquement viable. Deux ministères ont ainsi commencé de publier des *triples bilans* (Department of Family and Community Services, 2005), et 11 agences gouvernementales ont indiqué qu'elles se préparaient à le faire. Jusqu'ici, l'*intégration des principes de développement écologiquement viable* dans les procédures d'achats publics des agences fédérales a pris semble-t-il du retard. Selon une enquête récente, 41 % seulement de ces agences rendent compte régulièrement des effets de leurs achats sur l'environnement (Australian National Audit Office, 2005).

Globalement, la *diffusion d'informations environnementales*, souvent accompagnées des données sociales et économiques correspondantes, s'est bien améliorée depuis 1998. Le gouvernement fédéral a continué de publier tous les cinq ans un *rapport national sur l'état de l'environnement*. Le Bureau australien des statistiques a publié en 2002 la première édition d'un ouvrage comprenant des *indicateurs globaux de durabilité* (« Measures of Australia's Progress »), puis deux autres éditions en 2004 et 2006 (ABS, 2002a, 2004a, 2006a). Il a aussi publié les comptes de l'eau pour 2000-01 et 2004-05 (ASOEC, 2001, 2006). Certains États (Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie-Méridionale et Tasmanie, par exemple) publient aussi régulièrement des rapports sur l'état de l'environnement (espacés de quelques années). *En principe, les conseils locaux* produisent des rapports sur l'état de l'environnement tous les ans.

Grâce au développement d'Internet, le *public peut consulter plus facilement les informations environnementales*. Pendant la période étudiée, le gouvernement fédéral a ouvert une série de sites Internet et de portails adaptés aux besoins des utilisateurs et accessibles par le biais de son portail général. Les publications contenant des informations sur l'environnement suscitent, semble-t-il, un intérêt croissant (tableau 7.1).

Ce dont le pays semble manquer toutefois, est un ensemble homogène de données environnementales et d'indicateurs environnementaux clés communs aux différents rapports. Cette situation rend très difficile l'agrégation des données au niveau de la Fédération et des États/Territoires, et partant le suivi de l'efficacité des politiques. De plus, du fait de la *disparité des données collectées* d'un rapport à l'autre, aucune véritable tendance ne peut être dégagée. Il devrait être possible de tirer des sources administratives locales un ensemble succinct d'indicateurs qui seraient utilisés systématiquement par chaque entité géographique et pourraient être agrégés de façon à produire régulièrement des données au niveau de la Fédération et des États/Territoires. Il importe d'harmoniser la collecte et la notification des données environnementales et les statistiques utilisées dans les rapports sur l'état de l'environnement.

Tableau 7.1 Sessions d'utilisateurs sur les sites Internet

Site Internet	URL	2005-06	2004-05
Portail Environnement du gouvernement australien	<i>environment.gov.au</i>	114 664	116 883
Australian Heritage Council	<i>ahc.gov.au</i>	223 130	152 309
Australian Heritage Directory	<i>heritage.gov.au</i>	157 951	118 248
Australian Natural Resources Atlas	<i>audit.deh.gov.au/anra/atlas_home.cfm</i>	84 463	110 549
Community Water Grants	<i>communitywatergrants.gov.au</i>	118 669	NA
Department of the Environment and Heritage (désormais Department of the Environment and Water Resources)	<i>environment.gov.au</i>	7 304 663	5 294 557
Lake Eyre Basin Ministerial Forum	<i>lebmf.gov.au</i>	883	261
National Action Plan for Salinity/Water Quality	<i>napswq.gov.au</i>	75 946	72 173
National Centre for Tropical Wetland Research	<i>nctwr.gov.au</i>	11 618	8 567
National Pollutant Inventory	<i>npi.gov.au</i>	403 350	204 889
Natural Heritage Trust	<i>nht.gov.au</i>	327 240	221 844
Natural Resource Management	<i>nprm.gov.au</i>	245 850	170 409
Used Oil Recycling	<i>oilrecycling.gov.au</i>	61 830	59 322
Water Rating	<i>waterrating.gov.au</i>	45 489	NA
Waterwatch	<i>waterwatch.org.au</i>	61 767	45 895
Greenhouse	<i>greenhouse.gov.au</i>	1 698 413	1 163 100
TravelSmart Australia	<i>travelsmart.gov.au</i>	85 422	53 828
Nombre total de visiteurs uniques		11 021 348	7 792 834

Source : OCDE, Direction de l'environnement.

S'agissant des *données économiques* sur l'environnement (dépense environnementale, emploi environnemental, taxes liées à l'environnement, prix de l'eau, par exemple), des progrès peuvent encore être faits, notamment pour mieux étayer les politiques de l'environnement. Les dernières estimations de la dépense environnementale remontent à dix ans, en dépit de certains éléments plus récents (dépense des administrations locales, par exemple). Bien que chaque agence suive l'évolution de ses dépenses, il n'existe pas, ou plus, au plan national, de données et d'estimations concernant les sommes allouées à la lutte contre la pollution ou la dépense environnementale globale. Pour cette raison, il est devenu plus difficile d'analyser ces facteurs pour dégager des tendances et évaluer l'application du principe pollueur-payeur, les effets de levier et l'évolution des priorités. La poursuite des efforts pour remédier à ces situations serait dans la droite ligne des Recommandations du Conseil de l'OCDE dans ce domaine.

2.2 Informations diffusées par les entreprises

En ce qui concerne les *informations diffusées par les entreprises et l'industrie* sur leurs performances environnementales, l'Australie a pris du retard par rapport aux autres pays de l'OCDE (Caer *et al.*, 2005). Si l'on compare les rapports présentés par les cent premières entreprises de 16 pays, on constate que les grandes entreprises australiennes établissent moins de rapports environnementaux que celles des autres pays de l'OCDE. Une étude attribue ce phénomène au fait que les entreprises ne pensent pas qu'il soit rentable d'investir dans la durabilité et/ou ne possèdent pas les connaissances, compétences ou valeurs requises pour opérer les changements nécessaires, et qu'elles n'ont pas à leur disposition d'études de cas positives auxquelles se référer. Il se peut aussi que les entreprises n'aient pas répercuté ce besoin de compétences auprès des écoles de commerce du pays (Tilbury *et al.*, 2005b). Depuis 2003, le gouvernement fédéral a publié des orientations pour guider les entreprises dans l'établissement de triples bilans comptables (EA, 2003) et d'évaluations environnementales (DEH, 2005b).

2.3 Accès à la justice

En Australie, tous les citoyens sont égaux devant la loi et *l'égalité de traitement entre les personnes est garantie* par les institutions et le corpus juridique. Contrairement aux autres démocraties libérales du même type, l'Australie ne possède pas de Déclaration des droits de l'homme à proprement parler : les droits et libertés sont définis par la Constitution, la Common Law et la législation. Une aide juridique peut être obtenue sous certaines conditions.

Il existe dans certains États (Nouvelle-Galles du Sud, Queensland et Australie-Méridionale, par exemple) des *tribunaux spécialisés dans les questions d'aménagement du territoire et d'environnement*, compétents pour interpréter et faire respecter la législation environnementale (NSW Online, 2006; Queensland courts, 2004). Au niveau fédéral, la loi EPBC de 1999 garantit le *droit d'appel d'un tiers* pour les décisions d'aménagement. Les règles de gestion des décisions d'aménagement adoptées par les gouvernements des États/Territoires reconnaissent le droit d'appel et de consultation du public. Certains projets d'aménagement au niveau des États/Territoires et au niveau local ont été considérablement retardés par des consultations publiques qui ont traîné en longueur. Il a été proposé d'amender la législation pour faciliter la prise de décisions. Il importe de faire en sorte que les projets d'aménagement du territoire continuent de tenir compte de l'avis des communautés et autres acteurs concernés, tout en clarifiant l'opportunité d'un tel processus, les délais à respecter, le champ couvert et les modalités d'appel, à toutes les étapes du processus jusqu'à la décision finale.

2.4 Participation du public

La méthode de gestion de l'environnement et des ressources naturelles de l'Australie repose sur le principe du *partenariat* et répond à une volonté de multiculturalisme dont l'objectif ultime est d'offrir à tous des conditions égales. La diversité culturelle joue un rôle clé dans l'identité du pays étant donné que 23 % des Australiens sont nés à l'étranger (encadré 7.1) et que 20 % ont au moins un de leurs deux parents nés à l'étranger. Pendant la période étudiée, les peuples autochtones ont été davantage associés à la gestion des ressources naturelles; il a par ailleurs été reconnu que les nouveaux immigrants et les personnes n'ayant pas l'anglais comme langue maternelle devaient également être consultés et participer à la gestion des questions environnementales (Tilbury *et al.*, 2005a). La participation des personnes vivant dans des *zones isolées*, qui bénéficient d'un accès réduit aux services d'environnement et doivent parcourir de grandes distances pour participer à la démocratie environnementale, pose un autre type de problème.

Plusieurs indicateurs montrent que la *participation du public* à la gestion de l'environnement a progressé pendant la période étudiée. La proportion d'adultes (18 ans et plus) indiquant avoir exercé au cours des 12 derniers mois une activité bénévole quelle qu'elle soit, de protection de l'environnement par exemple, a augmenté, de 24 % en 1995 à 34 % en 2002 (ABS, 2006b). La plupart des ménages australiens recyclent (98 %) et/ou réutilisent (87 %) les déchets, et seulement 1 % ne font ni l'un ni l'autre. Près de 100 % des ménages de l'État de Victoria, d'Australie-Méridionale et du Territoire de la capitale australienne (ACT) prennent une part

Encadré 7.1 Contexte social

Au plan national, plusieurs *indicateurs sociaux*, notamment l'espérance de vie, le niveau de revenu, l'emploi et le degré d'instruction, révèlent des évolutions positives durant la période étudiée (figure 7.1). Le niveau de vie s'est amélioré depuis les années 90 et dépasse celui de tous les pays du G7 à l'exception des États-Unis (OCDE, 2006).

La *population* australienne représente 20.7 millions d'habitants, soit environ 18 % de plus qu'en 1990. Près de la moitié de cette augmentation est à mettre au compte de l'immigration, et environ 23 % de la population résidente est née à l'étranger (Department of Immigration and Multicultural Affairs, 2006). Comme dans la plupart des autres pays de l'OCDE, la croissance démographique devrait marquer le pas et, selon les projections, la population devrait se stabiliser autour de 28 millions en 2050 (ASOEC, 2006).

La *densité de population* est la plus faible des pays de l'OCDE à l'échelle nationale (2.6 habitants au km²). Elle varie cependant considérablement entre les zones côtières fortement urbanisées et les régions intérieures où la population est très clairsemée. Elle varie également selon les États et Territoires (tableau 7.2). Le pourcentage de la population vivant dans les villes (92 % en 2005) devrait atteindre 96 % en 2030.

Le taux de *chômage* national a accusé un net recul pendant la période étudiée, tombant de 7.7 % en 1998 à 5.1 % en 2005. La proportion d'actifs est passée de 75.3 % en 1998 à 77.3 % en 2005 (la moyenne de l'OCDE étant de 70.9 %). La croissance de l'emploi a fluctué au gré des réformes structurelles de l'économie et des évolutions démographiques.

Le *revenu réel par habitant* a régulièrement progressé pendant la période examinée, au taux annuel moyen de 3 % depuis le milieu des années 90 (ABS, 2006a). La croissance moyenne du PIB s'est établie à plus de 3 % par an depuis 2000 (OCDE, 2006), ce qui classe le pays 15^e sur 30 dans le dernier classement comparatif de l'OCDE, avec un PIB réel annuel de 110 AUD par habitant. Le PIB par habitant varie aussi selon les États et Territoires (tableau 7.2). L'*écart de salaires entre les hommes et les femmes* s'est resserré lentement : en 2004, les femmes gagnaient 84.3 % du revenu moyen des hommes (OSW, 2004)

La croissance des revenus des ménages s'est accompagnée d'une hausse de la *consommation de biens et services*. La dépense de consommation réelle par habitant a augmenté de 2.8 % par an en moyenne entre 1995 et 2005 (ABS, 2006b). L'augmentation de la consommation s'est traduite par une hausse de la production de déchets et de la consommation d'énergie (chapitre 5). La consommation d'eau des ménages représentait 9 % de la consommation totale d'eau en 2000-01.

Le *niveau moyen d'instruction* de la population australienne d'âge actif a continué de progresser durant la période étudiée. En 2005, près de 63 % de la population avaient achevé des études secondaires, ce qui marque une sensible amélioration par rapport aux 56 % enregistrés en 1998. La dépense totale d'éducation représentait 6 % du PIB en 2005. Le pourcentage de la population ayant suivi un enseignement du troisième degré en Australie est relativement élevé par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Encadré 7.1 **Contexte social** (suite)

L'espérance de vie à la naissance est passée de 78.7 ans en 1998 à 80.5 en 2004. En conséquence, l'indice de vieillissement (nombre de personnes de plus de 64 ans rapporté au nombre de personnes de moins de 15 ans) a augmenté, de 0.58 en 1998 à 0.67 en 2004. Le taux élevé de cancers de la peau dû à l'intensification du rayonnement ultraviolet lié à la dégradation de la couche d'ozone stratosphérique dans l'hémisphère Sud pose un gros *problème de santé* publique. Une relation a été établie entre l'augmentation des taux d'exposition aux UV dans les régions tropicales d'Australie et l'intensité du rayonnement UV par temps clair dans les latitudes moyennes et l'incidence du mélanome, qui a augmenté de 60 % depuis 1990 et était la plus élevée du monde en 2001 (46 pour 100 000 personnes) Une relation encore plus directe a été établie entre la prévalence de la cataracte et l'exposition aux UV (ABS, 2006a). Certains problèmes de santé environnementale touchent de façon disproportionnée les groupes à faible revenu, notamment la qualité de l'eau de boisson dans les zones rurales et la qualité de l'air ambiant dans les communautés confrontées à de mauvaises conditions de vie.

Tableau 7.2 **Population et répartition du PIB, 2006**

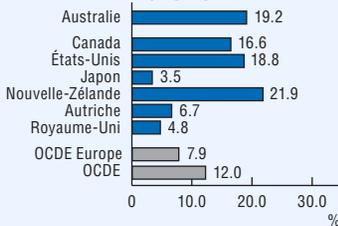
État/Territoire	Population ^a		Densité de population	Part de la superficie totale	PIB ^b		PIB/hab.
	(milliers)	(%)	(hab./km ²)	(%)	(milliards AUD)	(%)	(AUD/hab.)
Nouvelle-Galles du Sud	6 803	33.2	8.5	10.4	319.5	33.1	46 973
Victoria	5 056	24.7	22.2	3.0	233.3	24.2	46 148
Queensland	4 016	19.6	2.3	22.5	182.2	18.9	45 369
Australie-Méridionale	1 547	7.6	1.6	12.7	62.8	6.5	40 583
Australie-Occidentale	2 031	9.9	0.8	33.0	119.2	12.3	58 688
Tasmanie	488	2.4	7.1	0.9	17.2	1.8	35 253
Territoire du Nord	205	1.0	0.2	17.5	12.2	1.3	59 649
Territoire de la capitale australienne	328	1.6	134.8	< 0.1	19.5	2.0	59 454
Australie	20 474	100.0	2.7	100.0	966.0	100.0	47 181

a) Ces estimations sont préliminaires et pourront être révisées.

b) Juin 2006 aux prix courants.

Source : Bureau australien des statistiques.

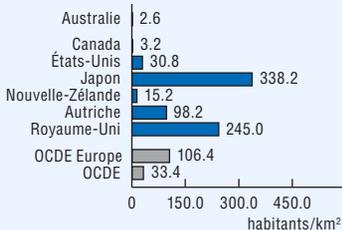
Figure 7.1 Indicateurs sociaux

Population et vieillissement**Évolution démographique, 1990-2005**

Évolution démographique		1998	2005
accroissement naturel	%	6.5	6.1
solde net des migrations	%	4.8	5.2

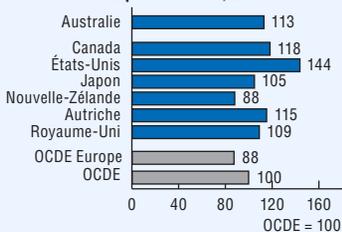
Population née à l'étranger		1998	2004
	%	23.2	23.6

Viellissement		1998	2005
plus de 64/moins de 15 ans	taux	0.58	0.67

Peuplement et mobilité**Densité de population, 2005**

Population par type de région	Début des années 2000		
	% population	% superficie	densité
urbaine	54.6	0.4	367
intermédiaire	20.6	7.5	7
rurale	24.8	92.1	1

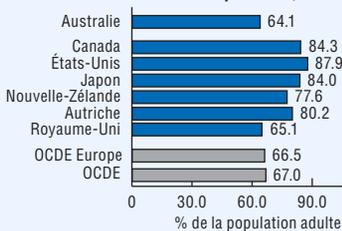
Mobilité			1998	2005
			motorisation	véh./100 hab.	51	54
circulation ferroviaire	milliards de pass.-km		9.7	10.1

Revenu et emploi**PIB par habitant, 2005**

Disparités régionales	revenu par habitant	coefficient de variation	Fin des années	
			1990	1990
			20.9	18.6

Taux d'activité (% pop. 15-64)			1998	2005
			population totale	%	75.3	77.3
femmes	%	65.2	69.6	

Chômage (taux standardisés)			1998	2005
			population totale	%	7.7	5.1
femmes	%	7.5	5.3	

Santé et éducation**Éducation secondaire ou supérieure, 2004**

Niveau d'éducation		1998	2004
secondaire ou supérieur	%	56.0	64.1

Espérance de vie	à la naissance : total	années	1998	2004
				78.7	80.6
à 65 ans :	femmes	années	81.5	83.0
	hommes	années	16.3	17.8
	femmes	années	20.0	21.1

Source : OCDE, Direction de l'environnement.

active au recyclage et/ou la réutilisation des déchets, contre 93 % dans le Territoire du Nord (ABS, 2005). Selon des enquêtes effectuées en 1998, 2001 et 2004, environ 20 % des Australiens adultes font régulièrement des *dons privés* pour soutenir les efforts de protection de l'environnement, plus particulièrement en Australie-Méridionale, en Australie-Occidentale et dans l'ACT (où ce chiffre atteint 23, 24 et 25 %, respectivement) (ABS, 2004a). D'un autre côté, des enquêtes menées en 2003/04 ont révélé que seulement 7 % des Australiens adultes exprimaient officiellement leurs préoccupations environnementales en écrivant des courriers, en téléphonant, en allant manifester, en signant des pétitions ou par d'autres moyens (ABS, 2004a).

Plusieurs mesures ont été prises pour *associer davantage les collectivités locales à la gestion de l'environnement*. Par exemple, la gestion des bassins hydrographiques a été réorganisée et renforcée et des fonds supplémentaires ont été dégagés pour encourager la participation des citoyens. La gestion des zones marines et des parcs nationaux met de plus en plus l'accent sur la collaboration (chapitre 3). Les partenariats se multiplient pour assurer la gestion des ressources naturelles, notamment dans le cadre de programmes tels que Landcare (conservation des terres), Bushcare (protection de la végétation arbustive), Rivercare (protection des cours d'eau) et Coastcare (protection des côtes), administrés par le Fonds pour le patrimoine naturel. Le gouvernement fédéral accorde des aides aux *associations de défense de l'environnement et du patrimoine* pour financer leurs coûts de fonctionnement; au total, quelque 750 000 AUD ont été versés à 128 associations en 2004/05. Les dons privés aux ONG agréées (de l'ordre de 70 millions AUD en 2003/04) sont déductibles du revenu imposable.

Le *Programme national de conservation des terres (NLP)* finance des projets destinés à favoriser la gestion intégrée des sols, de l'eau, de la végétation et de la diversité biologique dans le cadre d'une action collective. Des initiatives associatives de *gestion durable des ressources naturelles* au niveau des exploitations, des bassins hydrographiques et des régions sont lancées dans toute l'Australie par des groupes de protection des terres (chapitre 6). Ces initiatives se sont multipliées pendant la période étudiée : de 200 au début des années 90, le nombre de groupes associatifs est passé à 4 000 en 1998, puis à 4 500 en 2005. La population s'est particulièrement mobilisée dans les États de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud, qui ont représenté respectivement 33 % et 31 % du nombre d'agriculteurs participant au programme (ABS, 2003). Cependant, deux agriculteurs sur trois environ n'appartiennent à aucun groupe de protection des terres et l'action des bénévoles commence à être compromise par des problèmes de stress et de surmenage.

Le *Fonds pour le patrimoine naturel (NHT)* aide les collectivités à traiter les problèmes d'environnement locaux (chapitre 3). Le nouveau programme de travail du

Fonds, adopté en 2001, a mis l'accent sur le renforcement des capacités des collectivités et sur la réforme institutionnelle. En 2004/05, le NHT a géré des crédits fédéraux d'un montant de 307 millions AUD. Sur ce total, les projets Envirofund ont absorbé 19.5 millions AUD pour soutenir des petits projets locaux (de moins de 50 000 AUD) destinés à conserver la biodiversité et à promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. Les projets régionaux du NHT ont reçu quant à eux 145 millions AUD et les projets nationaux, 118 millions AUD. Le NHT a permis de restaurer les formations végétales indigènes (sur plus de 680 000 ha en 2004/05), de protéger les habitats naturels (1.4 million ha en 2004/05) et de mettre en place des plans de gestion de la biodiversité (quelque 30 000 plans de sous-bassin gérés par les collectivités locales, près de 44 000 plans de gestion foncière et 250 plans de rétablissement des espèces en 2004/05) (NHT, 2005a).

Les initiatives locales Action 21 encouragent aussi les collectivités locales à prendre part à la gestion de l'environnement. Les associations professionnelles telles que le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI) et le réseau gouvernemental local pour l'environnement (Environs Australia) ont aidé les administrations locales à lancer des initiatives LA 21. Selon une enquête récente de l'ICLEI/Environs Australia, ces initiatives mobilisent de plus en plus les collectivités locales en Australasie. Certaines, notamment le programme *Local Leaders in Sustainability*, ont contribué à promouvoir les projets LA 21 sur tout le territoire australien (Tilbury *et al.*, 2005a).

2.5 *Engagement des peuples autochtones dans la gestion de l'environnement*

Pendant la période examinée, plusieurs documents ont énoncé des *objectifs* pour assurer la participation des communautés autochtones aux décisions concernant la gestion des terres, notamment :

- un guide de la Commission du patrimoine australien à l'intention des promoteurs, qui recommande d'associer les peuples autochtones à l'élaboration des projets (AHC, 2002) ;
- des orientations fédérales destinées aux groupes responsables de la gestion régionale des ressources naturelles pour les guider dans la préparation de plans régionaux (NHT, 2004a) ;
- des orientations pour la planification de l'aide aux compétences et de la gestion des ressources naturelles autochtones (NHT, 2004b).

Toute une *documentation d'accompagnement* est disponible en ligne, notamment des études de cas sur les bonnes pratiques ainsi que les stratégies nationales en

Encadré 7.2 Populations aborigènes et insulaires du Déroit de Torres et gestion des terres

Les *populations aborigènes et insulaires du Déroit de Torres* sont estimées à 525 000 personnes, soit environ 2.5 % de la population totale australienne; 30 % de ces populations vivent dans les grandes villes et 70 % dans des zones rurales ou isolées. L'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services de santé est limité dans les zones isolées. Certains progrès ont été réalisés depuis les années 90 en matière d'instruction, d'emploi et d'accession à la propriété, mais les chiffres restent très inférieurs aux moyennes enregistrées pour la population non autochtone. Seulement 38.5 % de la population autochtone exercent une activité.

Depuis l'adoption de la *loi sur les droits fonciers des Aborigènes (Territoire du Nord)* en 1976, près de 50 % de la superficie du Territoire du Nord sont détenus collectivement par les populations autochtones. Ces populations possèdent ou occupent actuellement environ 20 % du continent australien, en application des dispositifs de droit foncier et de la reconnaissance du « titre indigène ».

En juillet 2004, le gouvernement fédéral a défini une approche de l'administration des *programmes autochtones* « à l'échelle de l'ensemble de l'administration », qui remplace la Commission des populations aborigènes et des insulaires du Déroit de Torres et l'organisme de prestation de services connexe, l'Aboriginal and Torres Strait Island Services. Environ 1 milliard AUD des précédents programmes ATSIC/ATSIS, y compris quelque 1 300 employés, ont été transférés à des administrations fédérales, la coordination des services étant assurée par 30 centres de coordination autochtones. Il existe par ailleurs des accords négociés entre les communautés autochtones et les pouvoirs publics, des accords de responsabilité partagée (SRA) conclus au niveau des communautés ou des groupes de familles, et des accords régionaux de partenariat (RPA) négociés entre les groupes de représentants régionaux et l'administration publique.

À titre d'exemple, dans le cadre du SRA signé en mai 2006 aux *îles Tiwi*, la Fédération versera 10 millions AUD à un pensionnat en échange de quoi la communauté veillera à ce que les familles y envoient leurs enfants. Cet établissement sera spécialisé dans l'enseignement sylvicole et travaillera en liaison avec les chercheurs en écologie du continent. L'accord prévoit aussi que la communauté loue les terres en propriété collective. Aux îles Tiwi, cette disposition fait partie d'un plan destiné à améliorer la qualité de vie en articulant d'autres activités au SRA afin de réconcilier la population insulaire avec la terre. L'exploitation forestière des terrains loués et la collaboration avec les entreprises forestières pour trouver des modes de gestion appropriés des sols et des ressources naturelles ont permis de créer des emplois pour les insulaires, notamment dix postes de gardes professionnels (huit à terre et deux en mer).

En novembre 2005, 121 accords *SRA* ont été signés avec 98 communautés et un accord *RPA* a été signé avec le Conseil de Ngaanyatjarra en Australie-Occidentale (NHT, 2005b; Senate Select Committee, 2005; DEH, 2005c). Le Budget 2006 montre que sur les 75 millions AUD de fonds publics alloués pendant quatre ans aux *SRA/RPA*, 0,6 million AUD proviendront du ministère de l'Environnement et du Patrimoine (Department of Families, Community Services and Indigenous Affairs, 2006).

matière d'aquaculture, de foresterie et de pêche autochtones (DEH, 2006b; NHT, 2006). Le *Comité consultatif autochtone* institué par la loi EPBC conseille le ministère de l'Environnement et du Patrimoine (DEH) sur la façon d'incorporer les savoirs des peuples autochtones dans la gestion des terres et de la biodiversité. Tous les membres de ce comité sont des Australiens de souche, choisis en raison de leur parfaite connaissance de la gestion autochtone des terres, de la nature et des sites patrimoniaux. La gestion coordonnée des ressources naturelles et des affaires autochtones, bien qu'elle demande un effort de coopération entre les différents niveaux d'administration, a montré qu'il était possible d'allier les objectifs environnementaux et sociaux en agissant « à l'échelle de l'ensemble de l'administration ».

Le *gouvernement fédéral a appuyé plusieurs initiatives* destinées à renforcer le rôle des communautés autochtones dans la gestion des terres et des ressources naturelles (encadré 7.2). La Société foncière autochtone, autorité statutaire fédérale, a pour mission d'aider les populations autochtones à acquérir des terres et à instaurer des modes de gestion durables afin de produire des avantages culturels, sociaux, économiques et environnementaux pour eux-mêmes et pour les générations futures (ILC, 2006). Durant la période étudiée, trois parcs nationaux emblématiques (les parcs nationaux de Kakadu et Uluru-Kata-Tjuta dans le Territoire du Nord et le parc national de Booderee à Jervis Bay) ont été gérés conjointement par le gouvernement fédéral et les aborigènes traditionnellement propriétaires de ces terres (DEH, 2001a). Dix-neuf « aires protégées » ont été créées depuis 1997 sur des terres autochtones; elles représentent en tout 13.8 millions d'hectares et 17 % de la superficie totale des aires protégées terrestres en Australie (DEH, 2006c).

3. Sensibilisation et éducation à l'environnement

3.1 Sensibilisation à l'environnement

Pendant la période examinée, les études ont fait apparaître une *baisse d'intérêt générale pour les questions environnementales*. En 1992, l'environnement figurait en bonne place parmi les préoccupations de 75 % des Australiens : en 2004 ce chiffre est tombé à 57 % (ce qui représente 8.6 millions d'Australiens âgés de 18 ans et plus). La tranche d'âge des 45 à 54 ans était la plus sensible à ces questions (65 % du total), et celle des 65 ans et plus, la moins préoccupée (47 %) (ABS, 2004b).

Des *campagnes de marketing social* sont menées régulièrement pour diffuser l'information environnementale et tenter de peser sur les comportements. Les programmes australiens de marketing social sont généralement ciblés sur un problème d'environnement particulier (l'utilisation de l'eau, par exemple) et visent un

public spécifique (minorités ethniques, propriétaires de logements ou d'animaux, etc.). Les *musées et d'autres institutions* telles que les zoos, parcs, aquariums et centres d'éducation à l'environnement diffusent aussi des documents explicatifs contenant des informations sur l'environnement (Tilbury et al., 2005a).

3.2 *Éducation à l'environnement*

L'Australie participe à la *Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable* (2005-14) et s'est engagée dans ce cadre à prendre des mesures pour intégrer le développement durable dans les cursus scolaires à tous les niveaux et dans toutes les filières. L'éducation environnementale occupe une place importante dans les programmes d'enseignement sur le développement durable. Le lancement en 2000 d'un plan d'action national d'*éducation environnementale pour un avenir écologiquement viable* a marqué la première étape de l'enseignement systématique des questions d'environnement à l'échelle du pays. Selon une étude récente de l'Institut australien de recherche sur l'éducation au service de la durabilité (ARIES), ce plan d'action a fourni des orientations utiles pour l'enseignement du développement durable (Tilbury et al., 2005b) et les principales initiatives prévues ont toutes été mises en œuvre.

Une *déclaration nationale sur l'éducation environnementale à l'intention des établissements d'enseignement* (DEH, 2005a) a été publiée en 2005 après que les ministres de l'Éducation des États et des Territoires se soient engagés à harmoniser l'éducation environnementale au plan national (Adelaide Declaration, 1999). Cette déclaration préconise une approche de l'enseignement du développement durable « à l'échelle de tout le système éducatif ». Elle s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre des projets pilotes du programme « Sustainable Schools » (écoles durables), lancé en 2002 dans les États de Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria. Ces écoles « durables » intègrent dans leurs programmes et leurs activités quotidiennes la problématique de la gestion durable de l'énergie, des déchets, de l'eau et de la biodiversité, avec des gains sociaux, économiques et environnementaux avérés. En 2007, quelque 2 025 écoles (20 % des établissements du pays) participaient à ce programme. Certaines d'entre elles ont indiqué avoir réduit de 90 % les quantités de déchets mis en décharge et de 30 % leurs coûts de consommation d'eau sur un an.

En dépit des progrès réalisés pendant la période examinée, les efforts doivent se poursuivre pour *mieux intégrer les considérations environnementales dans les programmes de formation professionnelle*. Selon une étude récente de l'ARIES, quelques programmes comprennent des initiatives concernant le développement durable, mais ils mettent généralement l'accent sur un seul problème et n'offrent pas de vision transversale ou systémique des enjeux (Tilbury et al., 2005a). En 2006, le

Centre national pour la durabilité a commencé à mettre en place une *banque de ressources éducatives et des normes de compétences en matière de durabilité* à l'intention des Conseils sectoriels de compétences. Toutefois, les débats menés avec les groupements professionnels montrent que ces dispositions ne sont pas systématiquement prises en compte dans la formation professionnelle ou les stages de perfectionnement. La formation professionnelle et technique devrait intégrer de façon systématique des informations sur la façon de limiter au minimum l'impact environnemental potentiel de l'activité des entreprises et de leurs employés.

4. Environnement et santé

Les questions de salubrité de l'environnement relèvent pour la plupart de la responsabilité des États et des Territoires. L'Australie a cependant lancé en 1999 une *Stratégie nationale pour la salubrité de l'environnement* (NEHS) afin de gérer les questions nationales de santé environnementale et de faciliter la coopération des parties intéressées. Outre les risques sanitaires liés à l'environnement, cette stratégie met en évidence la relation entre le développement durable et la santé (DHAC, 1999). Le Comité de santé environnementale (enHealth) du Comité australien de protection de la santé est l'organe national officiellement chargé de mettre en œuvre cette stratégie à travers le *Plan d'application de la NEHS de 2000* (EHC, 2000). Ce Plan donne corps à la stratégie en encourageant l'établissement de solides infrastructures et outils de gestion de la santé environnementale. En 2001, l'enHealth a publié des orientations pour l'évaluation de l'impact sanitaire afin de guider l'utilisation d'études d'impact sur la santé dans le cadre des EIE.

Un examen de la NEHS, réalisé en juillet 2004 à la demande du ministère fédéral de la Santé et des Personnes âgées, a conclu que les parties intéressées étaient très *favorables à cette stratégie* (QQR et MC, 2004). Les recommandations formulées à cette occasion préconisent de *mettre l'accent le plus possible sur les conditions de vie*, l'estime de soi et l'autonomie, notamment des communautés autochtones, et d'élargir le champ couvert par la stratégie pour y incorporer le changement climatique, le cadre bâti et les grands enjeux sociaux. L'enHealth met aussi en œuvre actuellement une stratégie et un plan d'application pour la justice en matière de salubrité de l'environnement, qui portent notamment sur la *santé des populations autochtones et le développement durable* (EHC, 2000, 2002). Dans le prolongement des orientations de l'enHealth, le Victoria a été le premier État à introduire des indicateurs de santé environnementale en 2006. En dépit des progrès réalisés au plan stratégique, les informations quantitatives disponibles à l'échelle nationale restent insuffisantes pour évaluer les performances.

4.1 Estimation des coûts sanitaires liés à l'environnement

Les tendances observées récemment indiquent une *corrélation entre la pollution atmosphérique et les taux de morbidité/mortalité* dans les grandes villes australiennes. Globalement, les concentrations ambiantes de polluants atmosphériques (dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, monoxyde de carbone) sont plus faibles en Australie que dans la plupart des autres pays de l'OCDE (BTRE, 2005), mais les taux d'oxydes d'azote et de particules (PM₁₀, PM_{2.5}) demeurent préoccupants, notamment dans les zones où le trafic automobile est le plus dense. Selon les études réalisées durant la période étudiée, dans les grandes villes d'Australie, le coût économique annuel des *effets sanitaires de la pollution automobile* serait de 3.3 milliards AUD, et la mauvaise qualité de l'air serait à l'origine de 1 200 décès prématurés, 2 400 cas d'hospitalisation et 21 000 jours de crises d'asthme (BTRE, 2005). Les concentrations de PM₁₀ sont supérieures aux normes au moins une fois par an dans presque toutes les villes capitales, le plus souvent en raison des feux de brousse. En 2003, la NEPM sur la qualité de l'air ambiant a été adaptée pour normaliser la notification des PM_{2.5} en vue de faciliter la surveillance (DEH, 2006d).

La *pollution par les particules fines* serait chaque année à l'origine de 2 400 décès au plan national, et de coûts sanitaires estimés à 17.2 milliards AUD (DEH, 2001b). Les Australiens sont également très nombreux à souffrir de *rhume des foins* : la présence de pollen de graminées dans l'air ambiant fait que le pays affiche le taux mondial le plus élevé de rhume des foins, même si ce paramètre sanitaire ne fait pas l'objet d'une réelle surveillance au plan national.

La *pollution hors des villes* (de sources fixes telles que les mines ou les centres et industries métallurgiques) continue de poser des risques pour la santé des communautés voisines. Les émissions imputables aux *activités minières* sont globalement en hausse, et les concentrations de particules associées aux émissions des foyers domestiques et aux *feux de brousse* (Nouvelle-Galles du Sud, Australie-Occidentale), de même qu'aux *émissions industrielles* (Nouvelle-Galles du Sud, Queensland, Australie-Occidentale) sont élevées. L'Australie, qui avait pris du retard par rapport aux autres pays de l'OCDE pour l'élimination de l'essence au plomb, l'a définitivement supprimée depuis 2002. Les *risques persistants liés à l'exposition au plomb* près des centres métallurgiques (Port Pirie en Australie-Méridionale et Broken Hill en Nouvelle-Galles du Sud, par exemple) restent préoccupants en dépit des réductions enregistrées au cours des vingt dernières années, et les risques sanitaires sont particulièrement élevés chez les enfants. Dans les campagnes, les activités agricoles et le traitement local des déchets nuisent à la qualité de l'air, mais on ne dispose pas de données nationales sur ces tendances (DEH, 2006d).

Environ 93 % de la population australienne ont accès au réseau de distribution d'eau, et 80 % des Australiens consomment l'eau du robinet*. Il *n'existe pas de données de surveillance de la qualité de l'eau au niveau national* (AIHW, 2006), mais selon des études régionales, la qualité de l'eau de boisson dans les régions isolées et les communautés autochtones reste médiocre par rapport à celle des zones urbaines (McKay et Moeller, 2002). Une enquête sur le logement et les besoins des collectivités effectuée durant la période étudiée indique que dans 56 des 169 communautés autochtones, les tests de qualité de l'eau n'ont pas donné de résultats satisfaisants au moins une fois en un an (ABS, 2002). Des mesures sont nécessaires pour faire en sorte que le marché mis en place pour rationaliser la répartition de l'eau ne favorise pas indûment la consommation urbaine. Les *directives de 2004 sur l'eau de boisson* encouragent l'adoption d'orientations que les ministères de la Santé de nombreux États/Territoires ont déjà incorporé dans des instruments quasi-réglementaires tels que les permis d'exploitation. Toutefois, ces orientations n'ont pas force obligatoire.

En Australie, les activités aquatiques de loisir peuvent présenter des risques sanitaires dus à l'*exposition aux contaminants chimiques et microbiens* (cyanobactéries, par exemple) véhiculés par les eaux d'égout, les eaux de ruissellement d'origine agricole ou les eaux pluviales. Dans plusieurs zones côtières, on a constaté qu'il existait une relation entre ces activités et l'incidence de troubles tels que les diarrhées, vomissements, symptômes grippaux, éruptions cutanées, ulcères de la bouche, fièvre et affections des yeux, des oreilles et des voies respiratoires. Selon les estimations, les proliférations d'algues dans les eaux douces (à l'exclusion des estuaires et des eaux côtières) coûtent chaque année entre 180 et 240 millions AUD aux consommateurs d'eau australiens (ABS, 2006a).

Selon les estimations d'un récent rapport sur les *principaux indicateurs des handicaps dont souffrent les populations autochtones* (SCRGSP, 2005), l'espérance de vie à la naissance est de 59 ans pour les autochtones de sexe masculin alors que la moyenne nationale est de 77 ans, et de 65 pour les autochtones de sexe féminin alors que la moyenne nationale est de 82 ans. Les autochtones vivent souvent dans de moins bonnes conditions que leurs concitoyens (logements de fortune ou *habitations surpeuplées, mauvaise alimentation, tabagisme, forte consommation d'alcool, utilisation illicite de drogues et exposition à la violence*). Ces conditions expliquent en partie les *taux élevés de maladies infectieuses, cardites rhumatismales, pathologies respiratoires et maladies génito-urinaires* (ASOEC, 2001).

* 11 % (en zones rurales, principalement) tirent leur eau de boisson de réservoirs d'eau de pluie et 7.6 % consomment de l'eau en bouteille.

4.2 Santé, environnement et durabilité

Les *coûts de santé publique directement imputables à l'inactivité physique* sont estimés à environ 377 millions AUD par an (Stephenson et al., 2000); les Australiens ont tendance à moins bouger et les déplacements non motorisés (à pied et à vélo, par exemple) sont en baisse pour des raisons semble-t-il de sécurité et de rapidité et sous l'effet de l'augmentation du taux de motorisation. Le rapport « Developing an Active Australia: A framework for action for physical activity and health » (DHA, 1998) met en évidence les liens entre les *loisirs de plein air et la santé* et se donne pour mission de promouvoir l'activité physique régulière et occasionnelle en repensant l'aménagement de l'espace. Des programmes comme « Healthy Parks, Healthy People » dans les États de Victoria (géré par Parcs Victoria) et d'Australie-Occidentale ont pour but de mieux faire connaître le réseau de parcs et de sensibiliser la population aux bienfaits pour la santé des espaces verts préservés.

5. Environnement et emploi

Selon les estimations de 1999-2000, l'*industrie de l'environnement* comptait alors 5 700 entreprises et employait quelque 146 000 personnes, pour un chiffre d'affaires total de 16 milliards AUD. La gestion des déchets, la gestion de l'eau et les services de protection représentent près de 84 % du secteur. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a estimé à 1.9 milliard AUD les exportations de biens environnementaux (sans compter les services) en 2004-05.

L'emploi dans les secteurs connexes tels que la foresterie, l'écotourisme et les énergies renouvelables (dont le chiffre d'affaires a doublé pour atteindre 1.8 milliard AUD au cours des trois années qui ont précédé 2003) *a progressé*. Compte tenu de l'évolution générale de l'économie, le génie écologique devrait avoir le vent en poupe et on devrait assister au développement d'un marché de produits convoités à forte valeur ajoutée et à vocation résolument écologique.

Le gouvernement fédéral s'est donné pour objectif de porter le chiffre d'affaires annuel de l'industrie environnementale à plus de 40 milliards AUD d'ici à 2011 en collaborant avec ce secteur. *Plusieurs groupes de travail* mènent actuellement une réflexion sur la valorisation des ressources, l'utilisation durable de l'eau et la viabilité du cadre bâti. Le développement de l'industrie de l'environnement pourrait offrir une solution efficiente et efficace pour assurer l'exploitation durable des ressources naturelles de l'Australie; à cette fin, les pouvoirs publics peuvent donner l'exemple en privilégiant les achats respectueux de l'environnement et les mesures « vertes » dans le cadre des accords commerciaux internationaux. Un groupe d'étude travaille par ailleurs à l'élaboration d'une stratégie d'exportation.

Sources principales

Les sources utilisées dans ce chapitre sont des documents produits par les autorités nationales, par l'OCDE et par d'autres entités. Voir également la liste des sites Internet en fin de rapport.

ABS (Australian Bureau of Statistics) (2002a), *Measuring Australia's Progress*, Commonwealth of Australia, Canberra.

ABS (2003), *Australia's Environment: Issues and Trends 2003*, Commonwealth of Australia, Canberra.

ABS (2004a), *Measures of Australia's Progress 2004*, Commonwealth of Australia, Canberra.

ABS (2004b), *Environmental Issues: People's Views and Practices*, Commonwealth of Australia, Canberra.

ABS (2005), *Year Book Australia 2005*, Commonwealth of Australia, Canberra.

ABS (2006a), *Measures of Australia's Progress 2006*, Commonwealth of Australia, Canberra.

ABS (2006b), *Environmental Issues: People's Views and Practices*, Commonwealth of Australia, Canberra.

ABS (2007) *Housing and Infrastructure in Aboriginal and Torres Strait Islander Communities, Australia, 2006*, Commonwealth of Australia, Canberra.

Adelaide Declaration (1999), www.mceetya.edu.au/mceetya/nationalgoals/index.htm.

AHC (Australian Heritage Commission) (2002), *Ask First: A guide to respecting Indigenous heritage places and values*, Australian Heritage Commission, Canberra.

AIHW (Australian Institute of Health and Welfare) (2006), *Australia's Health 2006*, Australian Institute of Health and Welfare, Canberra.

ASOEC (Australian State of the Environment Committee) (2001), *Australia State of the Environment 2001*, Rapport indépendant établi pour le ministre de l'Environnement et du Patrimoine, CSIRO, publié pour le compte du DEH, Canberra.

ASOEC (2006), *Australia State of the Environment 2006*, Rapport indépendant établi pour le ministre de l'Environnement et du Patrimoine, Paragon Printers Australasia, pour le DEH, Canberra.

Attorney General's Office (2006), *Freedom of Information*: www.ag.gov.au/agd/www/securitylawHome.nsf/Page/Freedom_of_Information_Freedom_of_Information.

Australian National Audit Office (2005), *Cross Portfolio Audit of Green Office Procurement*, www.anao.gov.au/WebSite.nsf/Publications/434A59BD0DE1B972CA2570DC00705E83, consulté le 15 mai 2006.

BTRE (Bureau of Transport and Regional Economics) (2005), *Health Impacts of Transport in Australia: Economic Costs*, établi pour le ministère des Transports et du Développement Régional, Commonwealth of Australia, Canberra.

- CAER (Centre for Australian Ethical Research), KPMG, Deni Greene (2005), *The State of Sustainability Reporting in Australia 2005*, pour le DEH, Commonwealth of Australia, Canberra.
- DEH (Department of the Environment and Heritage) (2001a), *Working with Indigenous communities through joint management*, www.deh.gov.au/indigenous/fact-sheets/joint.html.
- DEH (2001b), *State of the Environment 2001, Fact Sheet: Air Quality*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- DEH (2004), *A sustainability strategy for the Australian Continent: Environmental Budget Statement*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- DEH (2005a), *Educating for a Sustainable Future – A National Environmental Education Statement for Australian Schools*, Curriculum Corporation, Carlton.
- DEH (2005b), *Making Economic Valuation work for Biodiversity Conservation*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- DEH (2005c), *Annual Report 2004-05*, Commonwealth of Australia, Canberra, www.deh.gov.au/about/publications/annual-report/04-05/index.html.
- DEH (2006a), Public Participation in the EPBC Act, www.deh.gov.au/epbc/public-involvement.html, consulté le 20 juin 2006.
- DEH (2006b), *Resources for Indigenous people*, www.deh.gov.au/Indigenous/index.html, consulté le 19 juin 2006.
- DEH (2006c), *The National Reserve System Programme: 2006 Evaluation*, by Brian Gilligan, DEH, Canberra.
- DEH (2006d), « Atmosphere », *State of the Environment: 2006*, DEH, Canberra.
- Department of Families, Community Services and Indigenous Affairs (2006), *Indigenous Budget 2006*, www.atsia.gov.au/Budget/budget06/Fact_sheets/factsheet15.aspx.
- Department of Family and Community Services, (2005), *FaCS Triple Bottom Line Report 2004-05*, www.facs.gov.au/triplebottomline/2005/index.html.
- Department of Immigration and Multicultural Affairs (2006), www.immi.gov.au/multicultural/index.htm.
- DHAC (Department of Health and Aged Care) (1998), *Developing an Active Australia: A framework for action for physical activity and health*, Commonwealth of Australia, DHAC, Canberra.
- DHAC (1999), *The National Environmental Health Strategy*, Commonwealth of Australia, DHAC, Canberra.
- DHA (Department of Health and Ageing) (2003), *National Strategic Framework for Aboriginal and Torres Strait Islander Health: Australian Government Implementation Plan 2003-08*, DHA, Canberra.
- DHA (2006), *National Strategic Framework for Aboriginal and Torres Strait Islander Health*, www.health.gov.au/internet/wcms/publishing.nsf/Content/health-oatsih-pubs-healthstrategy.htm.
- EA (Environment Australia) (2000), *Environmental Education for a Sustainable Future: National Action Plan*, Commonwealth of Australia, Canberra.

- EA (2003), *Triple Bottom Line Reporting in Australia – A Guide to Reporting Against Environmental Indicators*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- EHC (Environmental Health Council) (2000), *The National Environmental Health Strategy Implementation Plan*, AusInfo pour le ministère de la Santé et des Soins aux Personnes âgées (DHAC), Canberra.
- EHC (2002), *Thinking Sustainable Development: Acting for Health*, <http://enhealth.nphp.gov.au/council/pubs/ecpub.htm>.
- EPHC (Environmental Protection and Heritage Council) (2005), *Objectives, Vision Statement, Terms of Reference and Immediate Priorities*, www.ephc.gov.au/ephc/vision_state.html.
- House of Representatives Standing Committee on Environment and Heritage (2003), *Employment in the environment sector: Methods, Measurements and Messages*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- ILC (Indigenous Land Corporation) (2006), www.ilc.gov.au/site/page.cfm.
- McKay J., A. Moeller (2002), *Are Mandatory Regulations Required for Water Quality in Australia?*, Water Policy vol. 4, n° 2, Elsevier, Royaume-Uni.
- NHT (Natural Heritage Trust) (2004a), *Guidelines for Indigenous participation in natural resource management*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- NHT (2004b), *Ways to improve community engagement – Working with Indigenous knowledge in natural resource management*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- NHT (2005a), *Natural Heritage Trust: Annual report 2004-05*, Commonwealth of Australia, Canberra.
- NHT (2005b), *Natural Heritage*, n° 24, hiver 2005.
- NHT (2006), *Resources for Indigenous people*, www.nrm.gov.au/Indigenous/index.html.
- NSW Online (2006), *Details of the Land and Environment Court*, www.lawlink.nsw.gov.au/lec.
- OCDE (1998), *Examens des performances environnementales : Australie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Études économiques de l'OCDE : Australie, 2006*, OCDE, Paris.
- OSW (Office of the Status of Women) (2004), *Women in Australia 2004*, Department of the Prime Minister and Cabinet, Commonwealth of Australia, Canberra.
- Productivity Commission (1999), *Implementation of Ecologically Sustainable Development by Commonwealth Departments and Agencies*, Report n° 5, AusInfo, Canberra.
- QQR (Qualitative and Quantitative Social Research) and MooreConnections (MC) (2004), *Review of the National Environmental Health Strategy*, Department of Health and Ageing, Canberra, www.dhs.vic.gov.au/nphp/enhealth/council/pubs/pdf/review_nehs_summary.pdf.
- Queensland Courts (rev. 2004), *Details of the Planning and Environmental Court*, www.courts.qld.gov.au/about/role_pe.htm, consulté le 20 juin 2006.
- SCRGSP (Steering Committee for the Review of Government Service Provision) (2005), *Overcoming Indigenous Disadvantage: Key Indicators 2005*, Productivity Commission, Canberra.
- Senate Select Committee on the Administration of Indigenous Affairs (2005), *After ATSIC – Life in the mainstream?*, Commonwealth of Australia, Canberra.

- Stephenson, J., *et al.* (2000), *The Costs of Illness Attributable to Physical Inactivity in Australia*, établi pour le ministère de la Santé et des Soins aux Personnes âgées (DHAC) et l'Australian Sports Commission, Canberra.
- Tilbury, D. *et al.* (2005a), *A National Review of Environmental Education and its Contribution to Sustainability in Australia: Frameworks for Sustainability*' DEH and the Australian Research Institute in Education for Sustainability (ARIES), Canberra.
- Tilbury, D. *et al.* (2005b), *Education About and For Sustainability in Australian Business Schools*, rapport établi par l'ARIES et Arup Sustainability pour le DEH, Canberra.

RÉFÉRENCES

- I.A Données sur l'environnement
- I.B Données économiques
- I.C Données sociales
- II.A Liste d'accords multilatéraux (mondiaux)
- II.B Liste d'accords multilatéraux (régionaux)
- III. Abréviations
- IV. Contexte physique
- V. Sites Internet liés à l'environnement

I.A: DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT (1)

		CAN	MEX	USA	JPN	KOR	AUS	NZL	AUT	BEL	CZE	DNK
SOLS												
Superficie totale (1000 km ²)		9971	1958	9629	378	100	7713	270	84	31	79	43
Principales zones protégées (% de la superficie totale)	2	8.7	9.2	25.1	17.0	9.6	18.5	32.4	28.0	3.4	15.8	11.1
Utilisation d'engrais azotés (t/km ² de terre agricole)		2.5	1.2	2.7	9.0	20.1	0.2	2.6	2.9	10.7	6.9	7.8
Utilisation de pesticides (t/km ² de terre agricole)		0.06	0.04	0.08	1.24	1.20	-	0.02	0.09	0.69	0.10	0.11
Densité des cheptels (eq. tête d'ovins/km ² de terre agricole)		192	256	191	1011	1560	62	685	492	1790	287	912
FORÊTS												
Superficie des forêts (% des terres)		45.3	33.9	32.6	68.9	63.8	21.4	34.7	41.6	22.4	34.1	12.7
Utilisation des ressources forestières (récoltes/croissance)		0.4	0.2	0.6	0.4	0.1	0.6	..	0.7	0.9	0.7	0.7
Importations de bois tropicaux (USD/hab.)	3	1.6	0.2	2.1	10.7	6.1	4.0	3.4	0.4	24.2	0.3	3.8
ESPECES MENACÉES												
Mammifères (% des espèces connues)		31.6	34.0	18.8	24.0	17.9	24.7	18.0	22.0	30.5	18.9	22.0
Oiseaux (% des espèces connues)		12.9	17.0	11.6	12.9	13.3	12.5	21.0	27.3	28.1	49.5	13.2
Poissons (% des espèces connues)		7.3	34.4	14.4	25.3	9.2	0.8	10.0	41.7	23.8	40.0	15.8
EAU												
Prélèvements d'eau (% du volume brut annuel disponible)		1.5	15.9	19.2	20.4	36.2	4.8	1.7	5.0	32.5	12.7	4.1
Traitement public des eaux usées (% de population desservie)		72	35	71	67	79	..	80	86	46	71	88
Prises de poissons (% des prises mondiales)		1.2	1.4	5.3	4.7	1.7	0.2	0.6	-	-	-	1.1
AIR												
Émissions d'oxydes de soufre (kg/hab.)		76.3	12.2	49.4	6.7	10.4	123.6	18.6	4.4	14.5	22.2	4.0
(kg/1000 USD PIB)	4	2.6	1.4	1.4	0.3	0.6	4.2	0.8	0.2	0.5	1.4	0.1
variation en % (1990-2005)		-27	..	-31	-14	-46	58	39	-55	-58	-88	-88
Émissions d'oxydes d'azote (kg/hab.)		78.4	12.0	63.9	15.8	24.4	78.0	39.0	24.7	26.3	32.3	34.3
(kg/1000 USD PIB)	4	2.7	1.4	1.8	0.6	1.3	2.7	1.7	0.9	0.9	2.0	1.1
variation en % (1990-2005)		-6	18	-19	-2	47	25	16	-3	-24	-40	-32
Émissions de dioxyde de carbone (t./hab.)	5	17.2	3.6	19.8	9.5	9.6	17.6	8.1	9.2	11.1	11.6	9.4
(t./1000 USD PIB)	4	0.57	0.39	0.54	0.36	0.50	0.61	0.36	0.31	0.40	0.69	0.32
variation en % (1990-2004)		29	27	20	15	105	36	49	31	7	-23	1
PRODUCTION DE DÉCHETS												
Déchets industriels (kg/1000 USD PIB)	4, 6	..	..	..	40	40	20	10	..	50	30	10
Déchets municipaux (kg/hab.)	7	420	340	750	400	380	690	400	560	460	290	740
Déchets nucléaires (t./Mtep de ATEP)	8	6.2	0.1	1.0	1.5	3.2	-	-	-	2.2	1.7	-

.. non disponible. - nul ou négligeable.

1) Les données se rapportent à la dernière année disponible. Elles comprennent des chiffres provisoires et des estimations du Secrétariat.

Les totaux partiels sont soulignés. Les variations de définition peuvent limiter la comparabilité entre les pays.

2) Catégories I à VI de l'UICN et zones protégées sans catégorie UICN assignée; les classifications nationales peuvent être différentes.

3) Importations totales de liège et de bois en provenance des pays tropicaux non-OCDE.

4) PIB aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2000.

Source: Compendium de données OCDE sur l'environnement.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

FIN	FRA	DEU	GRC	HUN	ISL	IRL	ITA	LUX	NLD	NOR	POL	PRT	SLO	ESP	SWE	CHE	TUR	UKD*	OCDE*
338	549	357	132	93	103	70	301	3	42	324	313	92	49	506	450	41	779	245	35042
9.1	13.3	31.5	5.2	8.9	9.5	1.2	19.0	17.1	18.9	6.4	29.0	8.5	25.2	9.5	9.5	28.7	4.3	30.1	16.4
5.9	7.6	10.4	2.9	5.8	0.7	7.9	5.2	-	13.8	10.1	4.8	2.3	3.7	3.5	5.2	3.6	3.6	6.3	2.2
0.06	0.27	0.17	0.14	0.17	-	0.05	0.58	0.33	0.41	0.08	0.06	0.40	0.16	0.14	0.05	0.10	0.06	0.21	0.07
290	514	689	245	207	65	1139	488	4351	2142	845	315	498	226	339	409	794	290	674	208
75.5	31.6	30.2	22.8	19.5	1.3	9.4	23.3	34.5	9.5	39.2	30.0	36.9	41.6	33.3	73.5	30.8	27.0	11.6	34.4
0.7	0.6	0.5	0.6	0.5	-	0.7	0.5	0.5	0.6	0.5	0.6	0.8	0.5	0.5	0.7	0.8	0.5	0.6	0.6
1.4	6.8	1.8	2.7	0.1	2.8	11.2	7.2	-	15.6	3.6	0.3	17.6	0.1	6.2	2.2	0.6	0.5	2.7	4.0
11.9	19.0	41.8	37.8	71.1	-	1.8	40.7	51.6	18.6	3.4	14.1	17.7	22.2	26.3	22.4	32.9	22.2	6.3	..
13.3	19.2	27.3	1.9	18.8	44.0	5.4	18.4	50.0	21.5	7.7	8.6	13.7	14.4	25.5	19.1	36.4	30.8	15.4	..
11.8	31.9	68.2	26.2	32.1	-	23.1	29.0	27.9	48.9	-	7.0	22.9	24.1	52.9	16.4	38.9	9.9	11.1	..
2.1	17.5	18.9	12.1	4.7	0.1	2.3	44.0	3.3	10.0	0.9	18.3	12.0	1.3	33.3	1.5	4.7	17.0	22.4	11.4
81	79	93	56	57	50	70	69	95	99	76	59	60	52	55	85	97	35	98	68
0.1	0.7	0.3	0.1	-	1.9	0.3	0.3	-	0.6	2.7	0.2	0.2	-	0.9	0.3	-	0.5	0.7	26.2
16.4	9.0	7.4	46.3	24.5	35.0	24.5	11.6	6.7	5.3	4.9	38.1	28.4	19.0	37.3	6.5	2.3	25.2	16.9	27.5
0.6	0.3	0.3	2.6	1.7	1.2	0.8	0.4	0.1	0.2	0.1	3.5	1.5	1.6	1.7	0.2	0.1	3.4	0.6	1.1
-64	-60	-89	4	-76	22	-48	-63	-80	-58	-58	-55	-9	-81	-29	-45	-60	18	-73	-41
40.5	22.6	17.2	28.9	17.9	90.4	31.0	22.2	38.1	26.6	46.9	20.8	27.8	19.0	34.7	27.1	11.4	13.1	26.8	34.2
1.5	0.8	0.7	1.6	1.2	3.1	1.0	0.8	0.7	0.9	1.3	1.9	1.5	1.6	1.6	1.0	0.4	1.8	1.0	1.4
-32	-29	-48	11	-24	-2	5	-34	-27	-28	-5	-38	13	-53	14	-25	-46	35	-43	-18
13.2	6.4	10.3	8.5	5.6	7.7	10.2	7.9	24.9	11.4	7.9	7.8	5.7	7.0	7.7	5.8	6.0	2.9	9.0	11.1
0.47	0.23	0.40	0.43	0.38	0.24	0.31	0.30	0.45	0.39	0.21	0.65	0.31	0.55	0.34	0.20	0.20	0.40	0.32	0.44
25	9	-12	33	-19	19	37	16	7	18	26	-15	52	-34	59	1	8	63	-4	17
110	50	20	..	30	10	40	20	30	40	20	120	50	130	30	110	-	30	30	50
470	540	600	440	460	520	740	540	710	620	760	250	470	270	650	480	650	440	580	560
1.9	4.2	1.2	-	1.7	-	-	-	-	0.1	-	-	-	3.0	1.2	4.1	1.9	-	1.0	1.5

UKD: pesticides et esp. protégées: Grande Bretagne; prélèv. d'eau et trait. public des eaux usées: Angleterre et Pays de Galles.

5) CO₂ dû à l'utilisation d'énergie uniquement; approche sectorielle; les soutages marins et aéronautiques internationaux sont exclus.

6) Déchets en provenance des industries manufacturières.

7) CAN, NZL: déchets des ménages uniquement.

8) Combustibles irradiés produits dans les centrales nucléaires, en tonnes de métal lourd, par millions de tonnes équivalent pétrole d'approvisionnement total en énergie primaire.

I.B: DONNÉES ÉCONOMIQUES (1)

	CAN	MEX	USA	JPN	KOR	AUS	NZL	AUT	BEL	CZE	DNK
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT											
PIB, 2005 (milliards USD aux prix et PPA 2000)	990	983	11049	3477	958	596	94	246	294	182	164
variation en % (1990-2005)	51.3	53.8	55.3	21.6	125.0	64.5	58.2	38.2	33.2	22.7	38.1
par habitant, 2005 (1000 USD/hab.)	30.6	9.3	37.3	27.2	19.9	29.3	22.9	29.9	28.2	17.8	30.3
Exportations, 2005 (% du GDP)	37.9	29.9	10.5	14.3	42.5	19.1	27.9	54.4	86.3	71.6	48.5
INDUSTRIE 2											
Valeur ajoutée dans l'industrie (% du PIB)	32	27	23	31	43	26	25	32	27	40	27
Production industrielle: variation en % (1990-2005)	46.7	51.3	55.9	3.2	210.9	30.5	29.5	70.1	21.0	11.8	38.3
AGRICULTURE											
Valeur ajoutée dans l'agriculture (% du PIB)	3	3	4	2	1	4	4	7	2	1	4
Production agricole: variation en % (1990-2005)	25.6	41.5	27.6	-12.3	19.3	25.4	47.9	9.9	13.0	..	0.7
Cheptel, 2005 (million éq. têtes d'ovins)	118	275	787	53	30	283	99	17	25	12	24
ÉNERGIE											
Approvisionnement total, 2005 (Mtep)	272	177	2340	530	214	122	17	34	57	45	20
variation en % (1990-2005)	29.9	42.0	21.4	19.3	128.9	39.3	22.9	37.1	15.2	-7.7	9.6
Intensité énergétique, 2005 (tep/1000 USD PIB)	0.27	0.18	0.21	0.15	0.22	0.20	0.18	0.14	0.19	0.25	0.12
variation en % (1990-2005)	-14.2	-7.7	-21.8	-1.8	1.7	-15.3	-22.3	-0.8	-13.5	-24.8	-20.6
Structure de l'approvisionnement en énergie, 2005 (%)	4										
Combustibles solides	10.2	4.9	23.8	21.1	23.1	44.5	11.9	11.9	9.1	43.6	19.1
Pétrole	35.5	58.8	40.8	47.4	45.0	31.1	40.4	42.5	40.7	21.6	42.1
Gaz	29.4	25.0	21.8	13.3	12.8	18.9	18.9	24.2	25.2	16.6	22.6
Nucléaire	8.8	1.6	9.0	15.0	17.9	-	-	-	22.1	14.0	-
Hydro, etc.	16.1	9.7	4.7	3.2	1.2	5.5	28.9	21.4	2.9	4.2	16.3
TRANSPORTS ROUTIERS 5											
Volumes de la circulation routière par habitant, 2004 (1000 véh.-km/hab.)	9.8	0.7	16.2	6.5	3.2	9.8	12.3	9.3	9.0	4.6	7.8
Parc de véhicules routiers, 2005 (10 000 véhicules)	1883	2205	24119	7404	1540	1348	271	502	559	439	245
variation en % (1990-2005)	13.8	129.3	27.8	31.1	353.5	37.9	47.0	36.0	31.2	69.4	29.5
par habitant (véh./100 hab.)	58	21	81	58	32	66	66	61	54	43	45

.. non disponible. - nul ou négligeable.

1) Les données peuvent inclure des chiffres provisoires et des estimations du Secrétariat. Les totaux soulignés sont partiels.

2) Valeur ajoutée: industries extractives et manufacturières, électricité, gaz, eau et construction;
production: exclut la construction.

Source: Compendium de données OCDE sur l'environnement.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

FIN	FRA	DEU	GRC	HUN	ISL	IRL	ITA	LUX	NLD	NOR	POL	PRT	SLO	ESP	SWE	CHE	TUR	UKD	OCDE
153	1693	2165	225	156	10	141	1521	26	478	180	475	194	73	995	269	231	568	1699	30283
37.4	29.5	26.6	56.3	33.3	57.2	156.5	20.9	90.8	40.4	59.6	68.2	37.2	35.9	54.5	35.2	17.1	75.6	43.3	44.3
29.1	27.8	26.2	20.3	15.4	33.8	34.2	26.0	56.8	29.3	39.0	12.4	18.4	13.6	22.9	29.7	31.0	7.9	28.3	25.9
41.8	26.0	40.7	20.8	66.4	32.0	81.2	26.3	159.3	69.9	45.3	37.2	28.6	77.3	25.5	48.6	47.9	27.4	26.4	24.3
32	25	30	23	31	27	42	29	20	26	38	30	29	32	30	28	27	31	26	29
75.6	18.2	16.9	19.5	92.2	..	312.8	10.5	57.6	20.8	35.5	113.0	15.1	19.5	27.0	55.3	27.6	78.3	8.6	<u>34.6</u>
4	3	1	7	4	9	3	3	1	3	2	3	4	5	3	2	1	12	1	3
-3.9	0.9	-4.7	10.1	-10.5	5.4	2.6	10.7	12.9	-9.2	-9.4	-15.8	1.1	..	7.4	-10.2	-4.3	18.2	-8.0	..
8	156	117	21	12	1	50	64	6	42	9	58	19	6	100	13	12	111	113	2639
35	276	345	31	28	4	15	185	5	82	32	93	27	19	145	52	27	85	234	5548
19.8	21.1	-3.2	39.7	-2.8	66.9	47.5	25.2	33.7	22.6	49.3	-6.9	53.1	-11.7	59.4	9.7	8.6	60.9	10.3	22.6
0.23	0.16	0.16	0.14	0.18	0.36	0.11	0.12	0.18	0.17	0.18	0.20	0.14	0.26	0.15	0.19	0.12	0.15	0.14	0.18
-12.8	-6.5	-23.6	-10.7	-27.1	6.2	-42.5	3.5	-29.9	-12.7	-6.4	-44.7	11.5	-35.0	3.2	-18.9	-7.2	-8.4	-23.1	-15.1
14.8	5.1	23.7	29.2	11.3	2.7	17.8	9.1	1.8	10.2	2.3	58.1	12.6	22.2	14.1	5.0	0.6	26.3	16.2	20.4
32.0	32.5	35.8	57.7	26.5	24.5	56.7	45.2	70.3	41.0	42.8	23.6	59.8	18.1	49.1	28.3	48.1	35.0	36.3	40.6
10.8	14.6	23.4	7.7	44.4	-	23.0	39.0	26.2	44.0	15.6	13.0	14.1	30.8	20.5	1.6	10.5	26.7	36.4	21.8
18.1	41.9	12.3	-	13.3	-	-	-	-	1.3	-	-	-	24.4	10.3	35.9	23.0	-	9.1	11.0
24.3	5.9	4.8	5.4	4.5	72.7	2.6	6.7	1.7	3.6	39.3	5.3	13.5	4.5	6.0	29.2	17.9	11.9	2.0	6.2
9.7	8.6	7.1	8.7	2.3	10.2	9.5	8.9	8.9	8.0	7.8	3.9	7.4	2.7	4.8	8.2	8.0	0.8	8.2	8.4
282	3617	4803	552	333	21	198	3894	34	806	252	1472	552	150	2516	463	419	843	3217	64939
26.2	27.1	28.8	118.7	49.4	59.8	108.5	30.2	68.0	40.7	29.9	126.8	151.3	44.4	74.2	17.9	28.9	257.1	35.0	38.7
54	59	58	50	33	72	48	66	74	49	55	39	52	28	58	51	56	12	54	56

3) Agriculture, sylviculture, chasse, pêche, etc.

4) La décomposition ne comprend pas le commerce d'électricité.

5) Se rapporte aux véhicules routiers à quatre roues ou plus, sauf pour l'Italie, dont les chiffres comprennent également les véhicules de marchandises à trois roues.

I.C: DONNÉES SOCIALES (1)

	CAN	MEX	USA	JPN	KOR	AUS	NZL	AUT	BEL	CZE	DNK	
POPULATION												
Population totale, 2005 (100 000 hab.)	323	1053	2965	1278	481	203	41	82	104	102	54	
variation en % (1990-2005)	16.6	25.4	18.8	3.5	12.3	19.2	21.9	6.7	4.7	-1.4	5.3	
Densité de population, 2005 (hab./km ²)	3.2	53.8	30.8	338.2	483.3	2.6	15.2	98.2	341.9	129.6	125.7	
Indice de vieillissement, 2004 (+ de 64/ - de 15 ans)	72.3	18.6	59.7	140.3	44.4	65.4	54.9	97.1	97.2	91.6	79.5	
SANTÉ												
Espérance de vie des femmes à la naissance, 2004 (ans)	82.4	77.6	80.1	85.6	80.8	83.0	81.3	82.1	82.4	79.0	79.9	
Mortalité infantile, 2004 (morts/1000 enfants nés vivants)	5.3	19.7	6.9	2.8	5.3	4.7	6.2	4.5	4.3	3.7	4.4	
Dépenses, 2004 (% du PIB)	9.9	6.5	15.3	8.0	5.6	9.6	8.4	9.6	10.1	7.3	8.9	
REVENU ET PAUVRETÉ												
PIB par habitant, 2005 (1000 USD/hab.)	30.6	9.3	37.3	27.2	19.9	29.3	22.9	29.9	28.2	17.8	30.3	
Pauvreté (% pop. < 50% du revenu médian)	10.3	20.3	17.0	15.3	..	11.2	10.4	9.3	7.8	4.4	4.3	
Inégalités (indices de Gini)	2	30.1	48.0	35.7	31.4	..	30.5	33.7	26.0	25.0	24.0	
Salaires minimum/médians, 2000	3	42.5	21.1	36.4	32.7	25.2	57.7	46.3	x	49.2	32.3	x
EMPLOI												
Taux de chômage, 2005 (% de la population active civile)	4	6.8	3.5	5.1	4.4	3.7	5.1	3.7	5.2	8.4	7.9	4.8
Taux d'activité, 2005 (% des 15-64 ans)		79.2	58.6	66.0	78.0	68.5	77.1	67.8	78.4	67.7	71.1	81.0
Population active dans l'agriculture, 2004 (%)	5	2.6	15.9	1.6	4.5	8.1	3.7	7.5	5.0	2.0	4.3	3.1
ÉDUCATION												
Éducation, 2004 (% 25-64 ans)	6	84.3	22.6	87.9	84.0	74.4	64.1	77.6	80.2	63.6	89.1	81.4
Dépenses, 2003 (% du PIB)	7	6.1	6.8	7.5	4.8	7.5	5.8	6.8	5.5	6.1	4.7	7.0
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT												
APD, 2006 (% du RNB)		0.30	..	0.17	0.25	..	0.30	0.27	0.48	0.50	..	0.80
APD, 2006 (USD/hab.)		114	..	76	91	..	103	62	183	187	..	411

.. non disponible. - nul ou négligeable. x ne s'applique pas.

1) Les données peuvent inclure des chiffres provisoires et des estimations du Secrétariat. Les totaux soulignés sont partiels.

2) Distribution des revenus échelonnée de 0 (égale) à 100 (inégal); les chiffres se rapportent au revenu disponible total (comprenant tous les revenus, impôts et avantages) pour la population totale.

3) Salaire minimum en pourcentage du revenu médian y compris les heures supplémentaires et bonus.

Source: OCDE.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

FIN	FRA	DEU	GRC	HUN	ISL	IRL	ITA	LUX	NLD	NOR	POL	PRT	SLO	ESP	SWE	CHE	TUR	UKD	OCDE
52	609	825	111	101	3	41	586	5	163	46	382	106	54	434	90	74	721	600	11690
5.2	7.3	3.9	10.0	-2.8	16.1	17.9	3.3	18.5	9.2	9.0	0.3	7.0	1.7	11.7	5.5	10.8	28.3	4.8	12.0
15.5	110.8	231.0	84.1	108.4	2.9	58.8	194.5	175.9	393.0	14.3	122.0	114.8	109.9	85.8	20.1	180.2	92.5	245.0	33.4
89.6	88.5	134.5	121.5	98.7	52.2	53.5	133.1	75.3	74.2	74.3	76.9	107.8	66.8	116.0	97.3	100.8	19.4	87.1	70.2
82.3	83.8	81.4	81.4	76.9	82.7	80.7	82.5	81.0	81.4	82.3	79.4	80.5	77.8	83.8	82.7	83.7	73.8	80.7	..
3.3	3.9	4.1	4.1	6.6	2.8	4.9	4.1	3.9	4.1	3.2	6.8	4.0	6.8	3.5	3.1	4.2	23.6	5.1	..
7.5	10.5	10.6	10.0	8.0	10.2	7.1	8.8	8.0	9.2	9.2	6.5	10.1	5.9	8.1	9.1	11.6	7.7	8.4	..
29.1	27.8	26.2	20.3	15.4	33.8	34.2	26.0	56.8	29.3	39.0	12.4	18.4	13.6	22.9	29.7	31.0	7.9	28.3	25.9
6.4	7.0	9.8	13.5	8.2	..	15.4	12.9	5.5	6.0	6.3	9.8	13.7	..	11.5	5.3	6.7	15.9	11.4	10.2
25.0	28.0	28.0	33.0	27.0	35.0	32.0	33.0	26.0	27.0	25.0	31.0	38.0	33.0	31.0	23.0	26.7	45.0	34.0	30.7
x	60.8	x	51.3	37.2	x	55.8	x	48.9	47.1	x	35.5	38.2	..	31.8	x	x	..	41.7	..
8.4	9.9	9.6	9.8	7.2	2.6	4.4	7.7	4.5	4.7	4.6	17.7	7.6	16.3	9.2	6.4	4.5	10.0	4.8	6.6
74.6	69.3	78.2	64.9	60.0	84.6	72.5	62.6	69.1	77.9	79.1	63.9	77.5	68.7	71.3	78.3	86.3	53.0	76.0	68.7
4.9	3.5	2.4	12.6	5.3	6.3	6.4	4.5	1.3	3.0	3.5	18.0	12.1	5.1	5.5	2.1	3.7	34.0	1.3	6.1
77.6	65.3	83.9	56.2	75.4	60.0	62.9	48.2	62.3	70.7	88.3	50.1	25.2	84.7	45.0	82.9	84.5	26.1	65.1	67.5
6.1	6.3	5.3	4.2	6.1	8.0	4.4	5.1	3.6	5.0	6.6	6.4	5.9	4.7	4.7	6.7	6.5	3.7	6.1	5.8
0.39	0.47	0.36	0.16	..	..	0.53	0.20	0.89	0.81	0.89	..	0.21	..	0.32	1.03	0.39	..	0.52	0.30
157	171	126	35	..	..	235	62	633	334	631	..	37	..	86	437	220	..	209	63

4) Taux de chômage standardisés; MEX, ISL, TUR: définitions courantes.

5) Population active civile dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

6) Enseignement secondaire ou supérieur; OCDE: moyenne des taux.

7) Dépenses publiques et privées pour les établissements d'enseignement; OCDE: moyenne des taux.

8) Aide publique au développement des pays Membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

II.A: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (MONDIAUX)

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

		CAN	MEX	USA
1946	Washington	Conv. - Réglementation de la chasse à la baleine	Y D	R R
1956	Washington	Protocole	Y D	R R
1949	Genève	Conv. - Circulation routière	Y R	R
1957	Bruxelles	Conv. - Limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer	Y S	
1979	Bruxelles	Protocole	Y	
1958	Genève	Conv. - Pêche et conservation des ressources biologiques de la haute mer	Y S	R R
1959	Washington	Traité - Antarctique	Y R	R
1991	Madrid	Protocole au traité Antarctique (protection de l'environnement)	Y R	R
1960	Genève	Conv. - Protection des travailleurs contre les radiations ionisantes (OIT 115)	Y	R
1962	Bruxelles	Conv. - Responsabilité des exploitants de navires nucléaires		
1963	Vienne	Conv. - Responsabilité civile en matière de dommage nucléaire	Y	R
1988	Vienne	Protocole commun relatif à l'application des Conventions de Vienne et de Paris	Y	
1997	Vienne	Protocole portant modification de la convention de Vienne	Y	
1963	Moscou	Traité - Interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau	Y R	R R
1964	Copenhague	Conv. - Conseil international pour l'exploration de la mer	Y R	R
1970	Copenhague	Protocole	Y R	R
1969	Bruxelles	Conv. - Intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (INTERVENTION)	Y	R R
1973	Londres	Protocole (substances autres que les hydrocarbures)	Y	R R
1969	Bruxelles	Conv. - Responsabilité civile pour les dommages dus à la poll. par les hydrocarbures (CLC)	Y D	D S
1976	Londres	Protocole	Y R	R
1992	Londres	Protocole	Y R	R
1970	Berne	Conv. - Transport des marchandises par chemins de fer (CIM)	Y	
1971	Bruxelles	Conv. - Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la poll. par les hydrocarbures (FUND)	Y D	D S
1976	Londres	Protocole	Y R	R
1992	Londres	Protocole (remplace la Convention de 1971)	Y R	R
2000	Londres	Amendement au protocole (limites des compensations)	Y R	R
2003	Londres	Protocole (fonds supplémentaire)		
1971	Bruxelles	Conv. - Responsabilité civile dans le domaine du transport maritime de matières nucléaires	Y	
1971	Londres, Moscou, Washington	Traité. - Interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol	Y R	R R
1971	Ramsar	Conv. - Zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau	Y	R R
1982	Paris	Protocole	Y R	R R
1987	Regina	Amendement de Regina	Y R	R
1971	Genève	Conv. - Protection contre les risques d'intoxication dus au benzène (OIT 136)	Y	

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

JPN	KOR	AUS	NZL	AUT	BEL	CZE	DNK	FIN	FRA	DEU	GRC	HUN	ISL	IRL	ITA	LUX	NLD	NOR	POL	PRT	SVK	ESP	SWE	CHE	TUR	UKD	UE	
R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
D	D			D		D	D	D	D			R		S		D	D	R	R	R	R	R	D	R	D	R	D	
	R			R			S	S							R		R	R	R	R	R	R	R	R	D		D	
	R	S		R		R	R	R				S	S			R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R		R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
R	R	R	R	S	R	R	S	R	R	R	R	R	S		R		R	R	R	R	R	S	R	R	S	R	R	
R				R	R	R	R	R	R	R	R	R			R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
S				S			S		S			S			R		R		R		R							
				R				R									R		R	S						S		
				S	R	R	R	S	R	R	R	R			R		R	R	R	S	R	S	R	S	S	S	S	
				S				S			S			S					S									
R	R	R	R	R	R	R	R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	S	R	R	R	R	R	R	R
				R		R	R	R	R			R	R				R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
				R		R	R	R	R			R	R				R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
R	S	R	R		R		R	R	R	R	S		R	R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
		R	S		R		R	R	R	R			R	R			R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
D	D	D	D		D		D	D	D	D		D	D	D	R	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	
R	R	R			R		R	R	R	R	R		R	D	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
R	R	R	R		R		R	R	R	R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
				R	R	R	R	R	R	R	R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
D	D	D	D		R		D	D	D	D	D		D	D	D		D	D	D	R		D	D	D	D	D	D	
R		R	R		R		R	R	R	R	R		R	D	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	D	
R	R	R	R		R		R	R	R	R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
R		R	R		R		R	R	R	R			R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	
				R		R	R	R	R				R	R	R		S	R	R							S		
R	R	R	R	R	R	R	R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
R	R	R	R	R	R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R				R	R	R	R	R
				R		R	R	R	R	R	R		R		R		R	R	R	R				R	R	R	R	

II.A: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (MONDIAUX) (suite)

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

		CAN	MEX	USA
1972	Londres, Mexico, Moscou, Washington	Conv. - Prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (LC)		Y R R R
1996	Londres	Protocole à la Conv. - Prévention de la poll. des mers résultant de l'immersion de déchets		R S
1972	Genève	Conv. - Protection des obtentions végétales (révisée)		Y R R R
1978	Genève	Modification		Y R R R
1991	Genève	Modification		Y R
1972	Genève	Conv. - Sécurité des conteneurs (CSC)		Y R R R
1972	Londres, Moscou, Washington	Conv. - Responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux		Y R R R
1972	Paris	Conv. - Protection du patrimoine mondial, culturel et naturel		Y R R R
1973	Washington	Conv. - Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)		Y R R R
1974	Genève	Conv. - Prévention et contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes (OIT 139)		Y
1976	Londres	Conv. - Limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (LLMC)		Y R
1996	Londres	Amendement à la convention		Y S
1977	Genève	Conv. - Protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations (OIT 148)		Y
1978	Londres	Protocole - Prévention de la pollution par les navires (MARPOL PROT)		Y R R R
1978	Londres	Annexe III		Y R R
1978	Londres	Annexe IV		Y
1978	Londres	Annexe V		Y R R
1997	Londres	Annexe VI		Y S
1979	Bonn	Conv. - Conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage		Y
1991	Londres	Accord - Conservation des chauves-souris en Europe		Y
1992	New York	Accord - Préservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord		Y
1996	Monaco	Accord - Préservation des cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone Atlantique contiguë		Y
1996	La Haye	Accord - Conservation des oiseaux d'eau migrateurs africains et eurasiens		Y
2001	Canberra	Accord - Mesures de conservation pour les albatros et pétrels		Y
1982	Montego Bay	Conv. - Droit de la mer		Y R R
1994	New York	Accord - relatif à la mise en oeuvre de la partie XI de la convention		Y R R S
1995	New York	Accord - Aux fins des dispositions de la convention sur la conservation et la gestion des stocks chevauchants et de poissons grands migrateurs		Y R R
1983	Genève	Accord - Bois tropicaux		Y R R
1994	New York	Accord révisé - Bois tropicaux		Y R R R
1985	Vienne	Conv. - Protection de la couche d'ozone		Y R R R
1987	Montréal	Protocole (substances qui appauvrissent la couche d'ozone)		Y R R R
1990	Londres	Amendement au protocole		Y R R R
1992	Copenhague	Amendement au protocole		Y R R R

II.A: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (MONDIAUX) (suite)

Y = en vigueur S = signé R = ratifié D = dénoncé

		CAN	MEX	USA
1997	Montréal	Amendement au protocole		Y R R
1999	Pékin	Amendement au protocole		Y R R
1986	Vienne	Conv. - Notification rapide d'un accident nucléaire		Y R R R
1986	Vienne	Conv. - Assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique		Y R R R
1989	Bâle	Conv. - Contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination		Y R R S
1995	Genève	Amendement		
1999	Bâle	Prot. - Responsabilité et indemnisation en cas de dommages		
1989	Londres	Conv. - Assistance		Y R R R
1990	Genève	Accord - Sécurité de l'utilisation des produits chimiques dans le cadre professionnel (OIT 170)		Y R
1990	Londres	Conv. - Préparation, lutte et coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC)		Y R R R
2000	Londres	Protocole - Pollution due au transport de substances dangereuses et nocives (OPRC-HNS)		
1992	Rio de Janeiro	Conv. - Diversité biologique		Y R R S
2000	Montréal	Prot. - prévention des risques biotechnologiques (Cartagena)		Y S R
1992	New York	Conv. - Convention-cadre sur les changements climatiques		Y R R R
1997	Kyoto	Protocole		Y R R S
1993	Paris	Conv. - Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction		Y R R R
1993	Genève	Conv. - Prévention des accidents industriels majeurs (OIT 174)		Y
1993		Accord - Favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion		Y R R R
1994	Vienne	Conv. - Sûreté nucléaire		Y R R R
1994	Paris	Conv. - Sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique		Y R R R
1996	Londres	Conv. - Responsabilité et indemnisations pour les dommages dus au transport par mer de substances dangereuses et nocives (HNS)		S
1997	Vienne	Conv. - Indemnisation complémentaire pour les dommages nucléaires		S
1997	Vienne	Conv. - Convention commune sur la sûreté de la gestion des combustibles irradiés et des		Y R R
1997	New York	Conv. - Loi sur les utilisations autres que pour la navigation des cours d'eau internationaux		
1998	Rotterdam	Conv. - Procédure de consentement préalable applicable aux produits chimiques et pesticides dangereux (PIC)		Y R R S
2001	Londres	Conv. - Responsabilité civile pour les dommages dus aux déversements de pétrole des pétroliers		
2001	Londres	Conv. - Contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires		S
2001	Stockholm	Conv. - Polluants organiques persistants		Y R R S

Source: UICN; OCDE.

II.B: LISTE D'ACCORDS MULTILATÉRAUX (RÉGIONAUX)

		CAN	MEX	USA
1948	Baguio	Accord - Instituant la commission des pêches de l'Asie-Pacifique		
		Y		R
1956	Rome	Accord - Protection des végétaux dans la région de l'Asie et du Pacifique		
		Y		
1958	Genève	Accord - Adoption de conditions uniformes d'homologation et reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces des véhicules		
		Y		
1964	Bruxelles	Accord - Mesures convenues pour la conservation de la faune et de la flore de l'Antarctique		
		Y		R
1968	Paris	Conv. - Protection des animaux en transport international		
		Y		
1979	Strasbourg	Protocole		
		Y		
1969	Londres	Conv. - Protection du patrimoine archéologique		
		Y		
1972	Londres	Conv. - Protection des phoques de l'Antarctique		
		Y	R	R
1976	Apia	Conv. - Protection de la nature dans le Pacifique Sud		
		Y		
1979	Honiara	Conv. - Agence arbitrale des pêches du Pacifique Sud		
		Y		
1980	Canberra	Conv. - Conservation de la faune et flore marines de l'Antarctique		
		Y	R	R
1985	Rarotonga	Conv. - Sur une zone nucléaire libre dans le Pacifique Sud		
		Y		
1986	Nouméa	Conv. - Protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud		
		Y		R
1986	Nouméa	Protocole (prévention de la pollution résultant de l'immersion des déchets)		
		Y		R
1986	Nouméa	Protocole (coop. dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de poll.)		
		Y		R
1993	Apia	Accord - Programme environnemental pour la région du Pacifique Sud		
		Y		S
1987	Port Moresby	Traité - Pêcheries du Pacifique Sud		
		Y		R
1989	Wellington	Conv. - Interdiction de la pêche au filet maillant dérivant de grande dim. dans le Pacifique Sud		
		Y		R
1990	Nouméa	Protocole		
		Y		R
1990	Nouméa	Protocole		
		Y	S	
1992	Honiara	Traité - Coopération dans la surveillance et l'application de la loi des Pêcheries du Pacifique Sud		
		Y		
1993	Tokyo	Memorandum d'entente sur le contrôle par l'État du port dans la région de l'Asie-Pacifique		
		Y	R	
1993	Canberra	Conv. - Protection du Thon Rouge du Pacifique Sud		
		Y		
1993	Rome	Accord - Création d'une commission du thon de l'Océan Indien		
		Y		
1994	Lisbonne	Traité - Charte sur l'énergie		
		Y		
1994	Lisbonne	Protocole (efficacité énergétique et les aspects environnementaux connexes)		
		Y		
1995	Port Moresby	Conv. - Convention régionale sur les déchets dang. et radioactifs (Convention de Waigani)		
		Y		
2000	Santiago	Accord - Conservation de la faune et flore marines de la haute mer du Pacifique Sud (Accord des Galapagos)		

Source: UICN; OCDE.

OCDE EPE / DEUXIÈME CYCLE

JPN	KOR	AUS	NZL	AUT	BEL	CZE	DNK	FIN	FRA	DEU	GR	HUN	ISL	IRL	ITA	LUX	NLD	NOR	POL	PRT	SVK	ESP	SWE	CHE	TUR	UK	UE
R	R	R	R						R																		R
	R	R	R						R							R		R									R
R		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R			R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
R		R	R		R				R						R		R	R									R
			R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	D		R		R	D	R	R	R	R	R
			R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	D		R		R	D	R	R	R	R	R	R
			R	R		R	D	R	R		R	R	R		R	R		D		R	D	D	D	D	D	D	D
R		R	S		R			R	R						R		R	R									R
		R	R					R																			
		R	R					R																			
R	R	R	R	R			R	R	R	R					R		R	R	R				R	R			R
		R	R					R																			R
		R	R					R																			S
		R	R					R																			R
		R	R					R																			S
		R	R					R																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			R
		R	R					S																			

Référence III

ABRÉVIATIONS

AAA	Agriculture Advancing Australia
AADC	Centre australien de données sur l'Antarctique
ACT	Territoire de la capitale australienne
ADR	Règles de conception australiennes
AFCS	Système australien de certification des forêts
AGEIS	Système australien d'information sur les émissions de gaz à effet de serre
AHC	Conseil australien pour le patrimoine
AIE	Agence internationale de l'énergie
ALGA	Association australienne des autorités locales
AMSA	Autorité australienne de la sécurité maritime
ANCA	Agence australienne de protection de la nature
ANZECC	Conseil australien et néo-zélandais pour la protection de l'environnement
APD	Aide publique au développement
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
AQIS	Service australien de quarantaine et d'inspection
ARIES	Institut australien de recherche sur l'éducation au service de la durabilité
ATEP	Approvisionnements totaux en énergie primaire
AusAID	Agence australienne pour le développement international
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CCAMLR	Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CFC	Chlorofluorocarbones
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CO ₂	Dioxyde de carbone
COAG	Conseil des gouvernements australiens
COV	Composés organiques volatils
DAFF	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et des Forêts

DEC	Ministère de l'Environnement et de la Conservation (NSW)
DECC	Ministère de l'Environnement et du Changement climatique (NSW)
DEEE	Déchets d'équipements électriques et électroniques
DEH	Ministère de l'Environnement et du Patrimoine
DEW	Ministère de l'Environnement et des Ressources en eau
DFAT	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
DITR	Ministère de l'Industrie, du Tourisme et des Ressources naturelles
DTRS	Ministère des Transports et du Développement régional
EEBP	Programme sur les meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique
e-ELF	Formulaire électronique d'autorisation environnementale
EIE	Étude d'impact sur l'environnement
EPA	Autorité de protection de l'environnement
EPBC	Protection de l'environnement et conservation de la biodiversité (loi)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FSC	Forest Stewardship Council
GNV	Gaz naturel véhicule
GPL	Gaz de pétrole liquéfié
GVG	Guide du véhicule vert
HAP	Hydrocarbures aromatiques polycycliques
HBFC	Hydrobromofluorocarbones
HC	Hydrocarbures
HCFC	Hydrochlorofluorocarbones
IBRA	Régionalisation biogéographique provisoire de l'Australie
ICESD	Comité intergouvernemental sur le développement écologiquement viable
ICLEI	Conseil international pour les initiatives écologiques locales
IGAE	Accord intergouvernemental sur l'environnement
INN	Illégale, non réglementée et non déclarée (pêche)
LBL	Autorisation en fonction de la charge polluante
LETDF	Fonds pour la démonstration des technologies à faibles émissions
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MCE	Conseil ministériel de l'énergie
MDBC	Commission du bassin Murray-Darling
MDP	Mécanisme pour un développement propre
MRET	Objectif contraignant pour les énergies renouvelables
N ₂ O	Hémioxyde d'azote
NAP	Plan national d'action contre la salinité et pour la qualité de l'eau
NEHS	Stratégie nationale pour la salubrité de l'environnement

NEPC	Conseil national pour la protection de l'environnement
NEPM	Mesure nationale de protection de l'environnement
NFEE	Cadre national d'action en faveur de l'efficacité énergétique
NH&MRC	Conseil national de la santé et de la recherche médicale
NHT	Fonds pour le patrimoine naturel
NLP	Programme national de conservation des terres
NLWRA	Audit national des ressources foncières et hydriques
NO _x	Oxyde d'azote
NRMMC	Conseil ministériel de la gestion des ressources naturelles
NRS	Réseau national de réserves
NRSMMPA	Réseau représentatif national d'aires marines protégées
NSW	Nouvelle-Galles du Sud
NWI	Initiative nationale sur l'eau
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OMI	Organisation maritime internationale
ONG	Organisation non gouvernementale
OPRC	Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
PCB	Polychlorobiphényles
PDO	Potentiel de destruction de l'ozone
PEFC	Programme de reconnaissance des certifications forestières
PEhd	Polyéthylène à haute densité
PFC	Hydrocarbures perfluorés
PIB	Produit intérieur brut
PIMC	Conseil ministériel des industries primaires
PLP	Programme de lutte contre la pollution
PM ₁₀	Particules de diamètre inférieur à 10 microns
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPA	Parités de pouvoir d'achat
PPP	Principe pollueur-payeur
PROE	Programme régional océanique de l'environnement
RCD	Rabbit calicivirus disease (maladie hémorragique du lapin)
RFA	Accord forestier régional
RNB	Revenu national brut
SAO	Substance(s) appauvrissant la couche d'ozone
SF ₆	Hexafluorure de soufre
SO ₂	Dioxyde de soufre
SPP	Paiement à objet spécifique
TBT	Tributylétain

UICN	Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UTCATF	Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie
WA	Australie-Occidentale
ZEE	Zone économique exclusive

Référence IV

CONTEXTE PHYSIQUE

L'Australie occupe un continent entier et les îles adjacentes, couvrant 7.68 millions de km² entre les océans Pacifique et Indien. Ses plus proches voisins sont la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Indonésie. L'Australie s'étend sur quelque 3 500 kilomètres entre le Cap York au nord et l'extrémité la plus méridionale de l'État de Tasmanie, et sur près de 4 000 kilomètres d'est en ouest. En dehors de la cordillère orientale, la majeure partie du territoire forme un vaste plateau, interrompu par des montagnes peu élevées et des vallées. L'altitude moyenne est de 330 mètres et les reliefs dépassent rarement 1 200 mètres.

L'Australie possède un climat tropical de mousson dans le nord, un climat méditerranéen dans le sud et l'ouest, un climat tempéré au sud-est et une vaste zone aride ou semi-aride au centre. Près d'un tiers de l'Australie se trouve en région tropicale et plus de 80 % du territoire est doté d'un climat aride ou semi-aride. L'Australie se caractérise dans l'ensemble par un climat sec. Les précipitations annuelles tournent en moyenne autour de 465 mm et varient énormément, en partie parce que l'Australie se situe à proximité de l'oscillation australe El Niño. Les lacs d'eau douce permanents sont rares et l'eau drainée par les cours d'eau est peu abondante : le débit moyen du plus grand réseau hydrographique, le Murray-Darling au sud-est, n'atteint que 0.5 million de litres par seconde.

Le climat sec, associé à un sol peu profond et souvent stérile, influence fortement les modes d'utilisation du sol. Seulement 12 % du territoire autorise la croissance d'une végétation dense ou l'agriculture intensive. Dans l'ensemble, l'agriculture occupe quelque 60 % de la superficie terrestre, la plupart du temps sous forme d'herbages et de formations arbustives; les forêts et les autres terres boisées en couvrent 20 %, les agglomérations 1 % et les autres zones 19 %.

Référence V

SITES INTERNET LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

Site Internet	Institution hôte
<i>Gouvernement fédéral</i>	
www.abare.gov.au	Bureau australien d'agriculture et d'économie des ressources
www.abs.gov.au/	Bureau australien des statistiques
www.daff.gov.au	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et des Forêts
www.greenhouse.gov.au/	Bureau australien de l'effet de serre
www.environment.gov.au/	Ministère de l'Environnement et des Ressources en eau
www.greenvehicle	Ministère des Transports et du Développement régional
enhealth.nphp.gov.au/	Conseil de santé environnementale
www.ephc.gov.au/	Conseil de la protection de l'environnement et du patrimoine
www.gbrmpa.gov.au/	Autorité du parc marin de la Grande Barrière de corail
www.ilc.gov.au/	Société foncière autochtone
www.lwa.gov.au/	Ressources foncières et hydriques Australie
www.mdbc.gov.au/	Commission du bassin Murray-Darling
www.nht.gov.au/index.html	Fonds pour le patrimoine naturel
www.nlwra.gov.au/	Audit national des ressources foncières et hydriques
www.nwc.gov.au/	Commission nationale de l'eau
www.npi.gov.au/	Inventaire national des polluants

États/territoires

www.environment.nsw.gov.au/	Ministère de l'Environnement et de la Conservation (Nouvelle-Galles du Sud)
www.dnr.nsw.gov.au/	Ministère des Ressources naturelles (Nouvelle-Galles du Sud)
www.dse.vic.gov.au/dse/index.htm	Ministère de la Durabilité et de l'Environnement (Victoria)
www.epa.vic.gov.au/	Autorité de protection de l'environnement (Victoria)
www.epa.qld.gov.au/	Agence de protection de l'environnement/ Service des parcs et de la nature (Queensland)
www.nrw.qld.gov.au/	Ministère des Ressources naturelles et de l'Eau (Queensland)
www.environment.sa.gov.au/	Ministère de l'Environnement et du Patrimoine (Australie-Méridionale)
www.epa.sa.gov.au/	Autorité de protection de l'environnement (Australie-Méridionale)
www.dec.wa.gov.au/	ministère de l'Environnement et de la Conservation (Australie-Occidentale)
www.dtae.tas.gov.au/	Ministère du Tourisme, des Arts et de l'Environnement (Tasmanie)
www.dpiw.tas.gov.au/	Ministère des Industries primaires et de l'Eau (Tasmanie)
www.nt.gov.au/nreta/	Ministère des Ressources naturelles, de l'Environnement et des Arts (Territoire du Nord)
www.environment.act.gov.au/	Environnement et Loisirs (Territoire de la capitale australienne)

Sites non gouvernementaux

www.ancid.org.au/	Australian National Committee on Irrigation and Drainage
www.iclei.org/index.php?id=home	ICLEI Local Governments for Sustainability Oceania

www.ittis.org/

Système d'information international
sur les bois tropicaux

www.tai.org.au/

The Australia Institute

www.travelsmart.gov.au/

Travel Smart Australia

TABLE DES MATIÈRES

1. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	17
1. Gestion de l'environnement	18
Renforcer la mise en œuvre des politiques environnementales.....	18
Gestion des ressources en eau.....	20
Gestion de la qualité de l'air	22
Gestion de la nature et de la biodiversité	24
2. Vers un développement durable	25
Intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques.....	25
Agriculture et environnement.....	27
Intégration des décisions environnementales et sociales	29
3. Engagements et coopération à l'échelle internationale.....	31

Partie I

GESTION ENVIRONNEMENTALE

2. GESTION DE L'EAU	33
Recommandations.....	34
Conclusions	34
1. Réforme du cadre de gestion de l'eau	35
1.1 Institutions et législation.....	36
1.2 Objectifs nationaux et fédéraux.....	38
1.3 Mise en œuvre de la réforme de la gestion de l'eau	43
2. Réhabiliter le bassin Murray-Darling.....	48
2.1 Plafonnement des prélèvements d'eau dans le bassin Murray-Darling ...	51
2.2 Gestion de la salinité	53
2.3 Initiative « The Living Murray »	54
3. Une utilisation plus rationnelle des ressources en eau	54
3.1 Utilisation de l'eau en agriculture	57
3.2 Utilisation de l'eau en milieu urbain	60
3.3 Réutilisation de l'eau	61
3.4 Sécheresses, inondations et tempêtes côtières.....	62
4. Qualité de l'eau	63
4.1 Eau douce	63
4.2 Estuaires et eaux côtières.....	67

5. Économie et financement	69
5.1 Prix de l'eau	69
5.2 Redevances de pollution	70
5.3 Programmes publics de financement	71
Sources principales	76
3. GESTION DE LA NATURE ET DE LA BIODIVERSITÉ.....	79
Recommandations.....	80
Conclusions	80
1. Cadre de gestion de la nature	82
1.1 Législation et objectifs	82
1.2 Dispositifs institutionnels en matière de gestion de la nature	86
2. Situation actuelle et menaces	88
3. Progrès en matière de protection des espaces	91
3.1 Aires protégées terrestres.....	91
3.2 Forêts	96
3.3 Zones humides.....	97
3.4 Aires marines protégées.....	98
4. Progrès en matière de protection des espèces	100
5. Actions en faveur de la biodiversité sur les terres privées.....	104
5.1 Disparition d'écosystèmes sous l'effet du défrichement	104
5.2 Salinité des terres arides	106
5.3 Espèces nuisibles et envahissantes	107
6. Aspects économiques de la conservation de la biodiversité.....	107
6.1 Valeur économique de la biodiversité.....	107
6.2 Incitations en faveur de la conservation	110
7. Engagements internationaux	114
Sources principales	119
4. GESTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	123
Recommandations.....	124
Conclusions	124
1. Objectifs et cadre institutionnel.....	126
2. Performances.....	132
2.1 Qualité de l'air ambiant dans les zones urbaines.....	135
2.2 Qualité de l'air ambiant dans les régions.....	137
2.3 Effets de la pollution atmosphérique sur la santé	138
2.4 Émissions de gaz à effet de serre du secteur énergétique	139

3. Gestion de la qualité de l'air	140
3.1 Application d'instruments économiques	140
3.2 Surveillance de la qualité de l'air et rapports	144
4. Intégration de la gestion de la qualité de l'air dans les politiques des transports	146
4.1 Carburants	148
4.2 Véhicules	150
4.3 Gestion du trafic	152
4.4 Perspectives	153
5. Intégration de la gestion de l'air dans les politiques énergétiques	154
5.1 Tendances par secteurs	154
5.2 Politiques énergétiques et environnement	156
Sources principales	161

Partie II

DÉVELOPPEMENT DURABLE

5. INTERFACE ENVIRONNEMENT-ÉCONOMIE	165
Recommandations	166
Conclusions	167
Intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques	167
Renforcer la mise en œuvre des politiques environnementales	168
1. Progrès sur la voie du développement durable	169
1.1 Développement durable : bilan du découplage	169
1.2 Développement durable : objectifs, institutions	174
1.3 Développement durable : actions	178
1.4 Dépenses environnementales	189
2. Mise en œuvre de la politique environnementale	190
2.1 Fédéralisme environnemental australien	190
2.2 Législation, accords et cadres	196
2.3 Instruments réglementaires	204
2.4 Instruments économiques	212
2.5 Approches volontaires et partenariats	217
2.6 Autres instruments	219
Sources principales	225

6. AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT	231
Recommandations.....	232
Conclusions	232
1. Objectifs de politique agricole liés à l'environnement.....	234
2. Gestion des incidences sur la qualité des sols	239
2.1 Érosion.....	239
2.2 Salinité.....	240
2.3 Acidité	241
2.4 Produits agrochimiques	243
3. Gestion des incidences sur l'eau	246
4. Gestion des incidences sur la biodiversité.....	249
5. Agriculture et changement climatique	253
Sources principales	256
7. INTERFACE ENVIRONNEMENT-SOCIAL	259
Recommandations.....	260
Conclusions	260
1. Cadre de gestion et objectifs d'action	261
1.1 Cadre pour le développement durable	261
1.2 Recommandations de l'Examen environnemental de l'OCDE de 1998	262
2. Démocratie environnementale.....	263
2.1 Accès aux informations officielles	263
2.2 Informations diffusées par les entreprises	265
2.3 Accès à la justice	265
2.4 Participation du public.....	266
2.5 Engagement des peuples autochtones dans la gestion de l'environnement	271
3. Sensibilisation et éducation à l'environnement.....	273
3.1 Sensibilisation à l'environnement.....	273
3.2 Éducation à l'environnement	274
4. Environnement et santé	275
4.1 Estimation des coûts sanitaires liés à l'environnement	276
4.2 Santé, environnement et durabilité	278
5. Environnement et emploi	278
Sources principales	279

Partie III
ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

8. ENGAGEMENTS ET COOPÉRATION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE	283
Recommandations.....	284
Conclusions	284
1. Protection du climat	286
1.1 Engagements et évolution.....	286
1.2 Stratégie et efficacité	292
2. Substances appauvrissant la couche d'ozone	295
2.1 Engagements et approche globale	295
2.2 SAO particulières : halons, bromure de méthyle.....	296
3. Commerce international et environnement	297
3.1 Contexte.....	297
3.2 Espèces menacées d'extinction	298
3.3 Bois tropicaux.....	300
3.4 Déchets dangereux.....	300
4. Milieu marin.....	305
4.1 Gestion internationale des pêches.....	305
4.2 Engagements internationaux concernant la pollution marine.....	306
5. Développement et environnement.....	311
5.1 Aide publique au développement	311
5.2 Coopération au développement régional	312
Sources principales	315
RÉFÉRENCES	319
I.A Données sur l'environnement.....	320
I.B Données économiques.....	322
I.C Données sociales	324
II.A Listes d'accords multilatéraux (mondiaux).....	326
II.B Listes d'accords multilatéraux (régionaux).....	332
III. Abréviations	334
IV. Contexte physique	338
V. Sites Internet liés à l'environnement	339

LISTE DES FIGURES, TABLEAUX ET ENCADRÉS

Figures

1.1	Carte de l'Australie	15
2.1	Croissance de l'utilisation de l'eau dans le bassin Murray-Darling.....	52
2.2	Utilisation de l'eau douce.....	57
2.3	Émissions australiennes d'azote et de phosphore.....	66
3.1	Superficie des zones protégées terrestres australiennes	92
3.2	Faune et flore.....	101
3.3	Changement net des superficies forestières en Australie	106
4.1	Émissions atmosphériques	136
4.2	Secteur des transports	147
4.3	Intensité et structure énergétiques	155
5.1	Production de déchets municipaux.....	173
6.1	Subventions agricoles.....	237
6.2	Cheptel.....	237
6.3	Évolution des ventes d'engrais.....	244
6.4	Émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture	253
7.1	Indicateurs sociaux	269
8.1	Intensité des émissions de CO ₂	288
8.2	Évolution des émissions de gaz à effet de serre	289
8.3	Aide publique au développement	311

Tableaux

2.1	Résultats par rapport aux recommandations de l'OCDE de l'Examen environnemental de 1998	39
2.2	Principaux dispositifs nationaux de gestion de l'eau	40
2.3	État d'avancement de la mise en œuvre de l'Initiative nationale sur l'eau (NWI)	46
2.4	Bilan hydrologique annuel des cours d'eau du bassin Murray-Darling	49
2.5	Indice de l'environnement fluvial.....	64
2.6	Indice biotique	65
2.7	Rejets ponctuels dans l'eau	67
3.1	Principaux dispositifs nationaux relatifs à la nature et à la biodiversité	83
3.2	Mise en œuvre des recommandations de l'Examen environnemental de l'OCDE de 1998	85

3.3	Superficie restante des types de végétation présents avant 1750 et proportion à l'intérieur de réserves.....	89
3.4	Aires marines protégées au niveau national	99
3.5	Nombre d'espèces classées en vertu de la loi EPBC.....	102
3.6	Processus menaçants, classés comme tels en vertu de la loi EPBC	103
4.1	Comparaison des normes et directives sur la qualité de l'air ambiant en Australie et dans d'autres pays	130
4.2	Recommandations de l'Examen environnemental de l'OCDE de 1998	131
4.3	Émissions atmosphériques	135
4.4	Émissions de gaz à effet de serre.....	140
4.5	Montant des droits prélevés pour les émissions atmosphériques dans le système d'autorisation selon la charge polluante en Nouvelle-Galles du Sud.....	141
4.6	Normes de qualité des carburants contenant du soufre	150
4.7	Calendrier d'application des normes d'émissions des véhicules	151
4.8	Nouvelles normes de consommation de carburant	152
4.9	Prix de l'électricité	156
5.1	Tendances économiques et pressions sur l'environnement	171
5.2	Dispositifs institutionnels pour la protection de l'environnement.....	191
5.3	Principales lois sur l'environnement des États et Territoires	197
5.4	Principales lois fédérales sur l'environnement	202
5.5	Principaux projets fondés sur des mécanismes de marché	214
6.1	Utilisation des terres agricoles	236
7.1	Sessions d'utilisateurs sur les sites Internet	264
7.2	Population et répartition du PIB	268
8.1	Émissions nationales de GES	287
8.2	Émissions de GES par secteur.....	292
8.3	Importations et exportations de déchets dangereux.....	302
8.4	Inspections par l'État du port dans la région Asie-Pacifique	307
I.A	Données sur l'environnement.....	320
I.B	Données économiques	322
I.C	Données sociales	324
II.A	Listes d'accords multilatéraux (mondiaux).....	326
II.B	Liste d'accords multilatéraux (régionaux)	332

Encadrés

2.1	Initiative nationale sur l'eau	42
2.2	Sauver la végétation alluviale de la sécheresse du bassin du Murray-Darling	50
2.3	L'eau dans l'économie australienne	55
2.4	Expérience et expérimentation dans le domaine des échanges.....	58
2.5	Plan de protection de la qualité de l'eau du récif de la Grande Barrière de corail.....	68
3.1	Changement climatique et biodiversité	90
3.2	Financement de la gestion des parcs	95
3.3	Parc national de l'île Christmas.....	108
3.4	Programmes BushTender et BushBroker dans l'État de Victoria.....	113
3.5	Engagements internationaux pour le patrimoine.....	115
4.1	Mesures nationales de la qualité de l'air ambiant	127
4.2	Gestion de la qualité de l'air en Nouvelle-Galles du Sud	128
4.3	Tendances des émissions	133
5.1	Contexte économique national	170
5.2	Réaménagement du site des Jeux Olympiques de Sydney	181
5.3	Systèmes d'autorisation en fonction de la charge polluante	187
5.4	Poursuites pénales intentées par le gouvernement fédéral	209
6.1	Agriculture.....	235
6.2	Une approche volontaire : la conservation des sols.....	238
6.3	Efforts pour persuader les exploitants agricoles d'adopter des systèmes de gestion environnementale	242
7.1	Contexte social	267
7.2	Populations aborigènes et insulaires du Détroit de Torres et gestion des terres.....	272
8.1	Évolution des émissions nationales de gaz à effet de serre	290
8.2	Échanges de permis d'émissions.....	294
8.3	Commerce illégal et biosécurité : le Service australien de quarantaine et d'inspection	299
8.4	Exploitation illégale du bois.....	301
8.5	Déchets électroniques, décharges et systèmes de reprises	303
8.6	Systèmes antisalissure dangereux	310

Symboles

Les symboles suivants sont utilisés dans les figures et les tableaux :

- .. : non disponible
- : nul ou négligeable
- . : point décimal
- * : tous les pays ne sont pas inclus dans les totaux

Groupements de pays

OCDE Europe : Tous les pays européens de l'OCDE (Danemark, Hongrie, Islande, Norvège, Pologne, République slovaque, République tchèque, Suisse et Turquie).

OCDE : Les pays de l'OCDE Europe plus l'Australie, le Canada, la République de Corée, les États-Unis, le Japon, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Les regroupements de pays peuvent comprendre des estimations du Secrétariat.

Unité monétaire

Unité monétaire : dollar Australien (AUD)
Sur la moyenne de 2006, 1.332 AUD = 1 USD

Informations chiffrées

Les informations chiffrées présentées dans ce rapport correspondent à des informations et des données disponibles en mai 2007.

LISTE DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE D'EXAMEN

M. Josef Behofsics	Expert du pays examinateur : Autriche
M. Tim Bennetts	Expert du pays examinateur : Nouvelle-Zélande
M. Neil Witney	Expert du pays examinateur : Royaume-Uni
M. Dennis Leaf	Expert du pays examinateur : États-Unis
M. Christian Avérous	Secrétariat de l'OCDE
Mme Martha Heitzmann	Secrétariat de l'OCDE
M. Krzysztof Michalak	Secrétariat de l'OCDE
Mme Frédérique Zegel	Secrétariat de l'OCDE
M. Ralph Chapman	Secrétariat de l'OCDE (Consultant)
M. Eduard Goldberg	Secrétariat de l'OCDE (Consultant)



Extrait de :
**OECD Environmental Performance Reviews:
Australia 2007**

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264039612-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2008), « Interface environnement-social », dans *OECD Environmental Performance Reviews: Australia 2007*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264039636-8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.